



Conseil économique et social

Distr. générale
21 septembre 2014
Français
Original : anglais

Mesures prises par le Conseil économique et social à sa session de 2014

(New York, 14-30 janvier, 18 mars, 23 et 25 avril, 12, 13 et 25 juin
et 9, 14, 16 et 25 juillet 2014)

Note du Secrétariat

La section I du présent document donne une liste de référence des résolutions (E/RES/2014/1 à 30) et des décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de 2014. La section II présente les décisions adoptées par le Conseil. La version finale des résolutions et décisions sera publiée dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, 2014, Supplément n° 1* (E/2014/99).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Liste de référence : résolutions et décisions adoptées par le Conseil	3
A. Résolutions	3
B. Décisions	5
II. Décisions adoptées par le Conseil	10

I. Liste de référence : résolutions et décisions adoptées par le Conseil

A. Résolutions

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance/date d'adoption</i>
2014/1	La situation des Palestiniennes et l'aide à leur apporter (E/2014/27, chap. I, sect. B, projet de résolution I, et E/2014/SR.22)	16 j)	22 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/2	Transversalisation de la problématique hommes-femmes dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies (E/2014/L.12 et E/2014/SR.23)	10 c)	23 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/3	Organisation des travaux et méthodes de travail futures de la Commission du développement social (E/2014/26, chap. I, sect. A, projet de résolution I, et E/2014/SR.23)	17 b)	23 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/4	Aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (E/2014/26, chap. I, sect. A, projet de résolution II, et E/2014/SR.23)	17 b)	23 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/5	Promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous (E/2014/26, chap. I, sect. A, projet de résolution III, et E/2014/SR.23)	17 b)	23 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/6	Promotion des droits des personnes handicapées et prise en compte systématique de la question du handicap dans le programme de développement pour l'après-2015 (E/2014/26, chap. I, sect. A, projet de résolution IV, et E/2014/SR.23)	17 b)	23 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/7	Poursuite de l'application du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement (E/2014/26, chap. I, sect. A, projet de résolution V, et E/2014/SR.23)	17 b)	23 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/8	Vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille : célébration et suivi (E/2014/26, chap. I, sect. A, projet de résolution VI, et E/2014/SR.23)	17 b)	23 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/9	Rapport du Comité des politiques de développement (E/2014/L.15 et E/2014/SR.24)	16 a)	24 ^e séance plénière 13 juin 2014
2014/10	Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (E/2014/L.13 et E/2014/SR.24)	10 f)	24 ^e séance plénière 13 juin 2014
2014/11	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement (E/2014/L.16 et E/2014/SR.25)	9 a)	25 ^e séance plénière 13 juin 2014
2014/12	Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (E/2014/L.17 et E/2014/SR.25)	16 h)	25 ^e séance plénière 13 juin 2014

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance/date d'adoption</i>
2014/13	Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies (E/2014/L.18 et E/2014/SR.29)	7	29 ^e séance plénière 25 juin 2014
2014/14	Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (E/2014/L.19 et E/2014/SR.42)	6	42 ^e séance plénière 14 juillet 2014
2014/15	Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/2014/30, chap. I, sect. A, projet de résolution I, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/16	Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (E/2014/30, chap. I, sect. A, projet de résolution II, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/17	Coopération internationale en matière pénale (E/2014/30, chap. I, sect. A, projet de résolution III, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/18	Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale (E/2014/30, chap. I, sect. A, projet de résolution IV, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/19	L'état de droit, la prévention du crime et la justice pénale dans le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 (E/2014/30, chap. I, sect. A, projet de résolution V, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/20	Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes (E/2014/30, chap. I, sect. A, projet de résolution VI, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/21	Renforcer les politiques sociales en tant qu'outil de prévention de la criminalité (E/2014/30, chap. I, sect. B, projet de résolution I, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/22	Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et programme de développement pour l'après-2015 (E/2014/30, chap. I, sect. B, projet de résolution II, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/23	Renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le trafic illicite de migrants (E/2014/30, chap. I, sect. B, projet de résolution III, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance/date d'adoption</i>
2014/24	Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue prévue pour 2016 (E/2014/28, chap. I, sect. A, projet de résolution, et E/2014/SR.45)	17 d)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/25	Appui apporté aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (E/2014/L.27 et E/2014/SR.45)	12	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/26	Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé (E/2014/L.26 et E/2014/SR.45)	14	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/27	Appréciation des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information (E/2014/31, chap. I, sect. A, projet de résolution I, et E/2014/SR.46)	16 b)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/28	Science, technologie et innovation au service du développement (E/2014/31, chap. I, sect. A, projet de résolution II, et E/2014/SR.46)	16 b)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/29	Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (E/2014/L.28 et E/2014/SR.47)	9 b)	47 ^e séance plénière 25 juillet 2014
2014/30	Établissements humains (E/2014/L.29 et E/2014/SR.47)	16 d)	47 ^e séance plénière 25 juillet 2014

B. Décisions

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>
2014/200 A	Élection du Président du Conseil économique et social pour 2014-2015	1	1 ^{re} séance plénière 14 janvier 2014
2014/200 B	Élection des vice-présidents du Conseil économique et social pour 2014-2015	1	1 ^{re} séance plénière 14 janvier 2014
2014/200 C	Élection d'un vice-président du Conseil économique et social pour 2014-2015	1	2 ^e séance plénière 30 janvier 2014
2014/200 D	Élection d'un vice-président du Conseil économique et social pour 2014-2015	1	30 ^e séance plénière 27 juin 2014
2014/201 A	Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés	4	12 ^e séance plénière 23 avril 2014

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>
2014/202	Programme de travail du Conseil économique et social pour 2014 (E/2014/L.1 tel qu'oralement révisé et E/2014/SR.2)	2	2 ^e séance plénière 30 janvier 2014
2014/203	Responsabilités particulières des membres du Bureau du Conseil économique et social pour la session de 2014 (E/2014/SR.2)	2	2 ^e séance plénière 30 janvier 2014
2014/204	Thème du débat consacré aux activités opérationnelles de développement de la session de 2014 du Conseil économique et social (E/2014/SR.2)	2	2 ^e séance plénière 30 janvier 2014
2014/205	Thème du débat consacré à l'intégration de la session de 2014 du Conseil économique et social (E/2014/SR.2)	2	2 ^e séance plénière 30 janvier 2014
2014/206	Documentation relative au programme de travail provisoire du Conseil économique et social pour 2014 (E/2014/2 et E/2014/SR.2)	2	2 ^e séance plénière 30 janvier 2014
2014/207	Nomination d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (E/2014/8, E/2014/L.2 et E/2014/SR.2)	2	2 ^e séance plénière 30 janvier 2014
2014/208	Thème du Forum politique de haut niveau pour le développement durable pour 2014 organisé sous les auspices du Conseil économique et social (E/2014/L.4/Rev.1 et E/2014/SR.8)	2	8 ^e séance plénière 18 mars 2014
2014/209	Thème du débat thématique de 2014 du Conseil économique et social (E/2014/L.5 et E/2014/SR.8)	2	8 ^e séance plénière 18 mars 2014
2014/210	Nomination d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (E/2014/54, E/2014/L.6 et E/2014/SR.12)	2	12 ^e séance plénière 23 avril 2014
2014/211	Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de 2014 du Conseil économique et social (E/2014/L.7 et E/2014/SR.12)	2	12 ^e séance plénière 23 avril 2014
2014/212	Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales (E/2014/32 (Part I), chap. I, projet de décision I, et E/2014/SR.12)	15	12 ^e séance plénière 23 avril 2014
2014/213	Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales en application de la résolution 2008/4 du Conseil (E/2014/32 (Part I), chap. I, projet de décision II, et E/2014/SR.12)	15	12 ^e séance plénière 23 avril 2014
2014/214	Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2014 (E/2014/32 (Part. I), chap. I, projet de décision III, et E/2014/SR.12)	15	12 ^e séance plénière 23 avril 2014

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>
2014/215	Réunion du Conseil économique et social concernant le passage de la phase des secours aux activités de développement (E/2014/L.8 et E/2014/SR.13)	2	13 ^e séance plénière 25 avril 2014
2014/216	Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa cinquante-huitième session et ordre du jour provisoire et documentation de sa cinquante-neuvième session (E/2014/27, chap. I, sect. C, et E/2014/SR.22)	17 a)	22 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/217	Ordre du jour provisoire et documentation de la cinquante-troisième session de la Commission du développement social (E/2014/26, chap. I, sect. B, projet de décision I, et E/2014/SR.23)	17 b)	23 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/218	Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa cinquante-deuxième session (E/2014/26, chap. I, sect. B, projet de décision II, et E/2014/SR.23)	17 b)	23 ^e séance plénière 12 juin 2014
2014/219	Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa quarante-cinquième session et ordre du jour provisoire et dates de sa quarante-sixième session (E/2014/24, chap. I, sect. A, et E/2014/SR.24)	16 c)	24 ^e séance plénière 13 juin 2014
2014/220	Dates et ordre du jour provisoire de la dixième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (E/2014/L.11 et E/2014/SR.25)	16 h)	25 ^e séance plénière 13 juin 2014
2014/221	Nomination d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (E/2014/73, E/2014/L.10 et E/2014/SR.25)	2	25 ^e séance plénière 13 juin 2014
2014/222	Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales (E/2014/32 (Part II), chap. I, projet de décision I, et E/2014/SR.42)	15	42 ^e séance plénière 14 juillet 2014
2014/223	Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil (E/2014/32 (Part II), chap. I, projet de décision II, et E/2014/SR.42)	15	42 ^e séance plénière 14 juillet 2014
2014/224	Rétablissement du statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil (E/2014/32 (Part II), chap. I, projet de décision III, et E/2014/SR.42)	15	42 ^e séance plénière 14 juillet 2014

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>
2014/225	Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales en application de la résolution 2008/4 du Conseil (E/2014/32 (Part II), chap. I, projet de décision IV, et E/2014/SR.42)	15	42 ^e séance plénière 14 juillet 2014
2014/226	Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2015 du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/2014/32 (Part II), chap. I, projet de décision V, et E/2014/SR.42)	15	42 ^e séance plénière 14 juillet 2014
2014/227	Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2014 (E/2014/32 (Part. II), chap. I, projet de décision VI, et E/2014/SR.42)	15	42 ^e séance plénière 14 juillet 2014
2014/228	Documents examinés par le Conseil économique et social au titre des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement (A/69/39, E/2013/34/Rev.1, E/2014/14, E/2014/36, E/2014/49, E/2014/51 et E/2014/SR.42)	6, 6 b)	42 ^e séance plénière 14 juillet 2014
2014/229	Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa vingt-deuxième session (E/2013/30/Add.1, chap. I, sect. A, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/230	Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-troisième session et ordre du jour provisoire de sa vingt-quatrième session (E/2014/30, chap. I, sect. C, projet de décision I, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/231	Nomination de membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/2014/30, chap. I, sect. C, projet de décision II, et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/232	Rapport du Conseil de direction sur les principales activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/2014/85 et E/2014/SR.45)	17 c)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/233	Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa cinquante-sixième session (E/2013/28/Add.1, chap. I, sect. A, et E/2014/SR.45)	17 d)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/234	Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa cinquante-septième session et ordre du jour provisoire de sa cinquante-huitième session (E/2014/28, chap. I, sect. B, projet de décision I, et E/2014/SR.45)	17 d)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>
2014/235	Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (E/2014/28, chap. I, sect. B, projet de décision II, et E/2014/SR.45)	17 d)	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/236	Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (A/69/84-E/2014/75 et E/2014/SR.45)	12	45 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/237	Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa dix-septième session et ordre du jour provisoire et documentation de sa dix-huitième session (E/2014/31, chap. I, sect. B, et E/2014/SR.46)	16 b)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/238	Documents examinés par le Conseil économique et social concernant les organes de coordination et projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 (A/69/6, A/69/16, E/2014/69 et E/2014/SR.46)	10 a), 10 b)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/239	Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa quarante-septième session et ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session (E/2014/25, chap. I, sect. A, et E/2014/SR.46)	16 f)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/240	Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques sur les travaux de sa vingt-huitième session et dates, lieu et ordre du jour provisoire de sa vingt-neuvième session (E/2014/78, chap. I, sect. A, projet de décision I, et E/2014/SR.46)	16 i)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/241	Amendement au Règlement intérieur du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (E/2014/78, chap. I, sect. A, projet de décision II, et E/2014/SR.46)	16 i)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/242	Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/2014/L.21 et E/2014/SR.46)	17 e)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/243	Réunion d'un groupe d'experts sur le thème « Dialogue sur un protocole facultatif se rapportant à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones » (E/2014/43, chap. I, sect. A, projet de décision I, et E/2014/SR.46)	17 h)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/244	Lieu et dates de la quatorzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (E/2014/43, chap. I, sect. A, projet de décision II, et E/2014/SR.46)	17 h)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/245	Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa treizième session et ordre du jour provisoire de sa quatorzième session (E/2014/43, chap. I, sect. A, projet de décision III, et E/2014/SR.46)	17 h)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>
2014/246	Changement de nom de l'Instance permanente sur les questions autochtones (E/2014/43, chap. I, sect. A, projet de décision IV, et E/2014/SR.46)	17 h)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/247	Journée de réunion supplémentaire (E/2014/43, chap. I, sect. A, projet de décision V, et E/2014/SR.46)	17 h)	46 ^e séance plénière 16 juillet 2014
2014/248	Documents examinés par le Conseil économique et social dans le cadre de son débat de haut niveau (E/2014/61, E/2014/67, E/2014/77, E/2014/87 et E/2014/SR.47)	5	47 ^e séance plénière 25 juillet 2014
2014/249	Résultats des cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (E/2014/3 et E/2014/SR.47)	17 a)	47 ^e séance plénière 25 juillet 2014

II. Décisions adoptées par le Conseil

2014/200 A

Élection du Président du Conseil économique et social pour 2014-2015

À sa 1^{re} séance plénière, le 14 janvier 2014, conformément à la résolution 68/1 de l'Assemblée générale et à sa propre décision 2013/265, le Conseil économique et social a élu par acclamation Martin Sajdik (Autriche) Président pour un mandat prenant effet immédiat et courant jusqu'à l'élection de son successeur, qui devrait avoir lieu au début du nouveau cycle du Conseil commençant en juillet 2015, pourvu que l'État qu'il représente demeure membre du Conseil.

2014/200 B

Élection des Vice-Présidents du Conseil économique et social pour 2014-2015

À sa 1^{re} séance plénière, le 14 janvier 2014, conformément à la résolution 68/1 de l'Assemblée générale et à sa propre décision 2013/265, le Conseil économique et social a élu par acclamation Ibrahim Dabbashi (Libye), Oh Joon (République de Corée) et Carlos Enrique García González (El Salvador) Vice-Présidents pour un mandat prenant effet immédiat et courant jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui devrait avoir lieu au début du nouveau cycle du Conseil commençant en juillet 2015, pourvu que les États qu'ils représentent demeurent membres du Conseil.

2014/200 C

Élection d'un vice-président du Conseil économique et social pour 2014-2015

À sa 2^e séance plénière, le 30 janvier 2014, conformément à la résolution 68/1 de l'Assemblée générale et à sa propre décision 2013/265, le Conseil économique et social a élu par acclamation Vladimir Drobnjak (Croatie) Vice-Président pour un mandat prenant effet immédiat et courant jusqu'à l'élection de son successeur, qui devrait avoir lieu au début du nouveau cycle du Conseil commençant en juillet 2015, pourvu que l'État qu'il représente demeure membre du Conseil.

2014/200 D

Élection d'un vice-président du Conseil économique et social pour 2014-2015

À sa 30^e séance plénière, le 27 juin 2014, conformément à la résolution 68/1 de l'Assemblée générale et à sa propre décision 2013/265, le Conseil économique et social a élu par acclamation Maria Emma Mejía Vélez (Colombie) Vice-Présidente pour reprendre le mandat de Carlos Enrique García González (El Salvador).

2014/201 A

Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés

À sa 12^e séance plénière, le 23 avril 2014, le Conseil économique et social a pris les décisions ci-après concernant les sièges vacants au sein de ses organes subsidiaires et organes apparentés :

Élections

Commission de la population et du développement

Le Conseil a élu les six États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1^{re} séance de la quarante-neuvième session de la Commission (qui se tiendra en 2015) et venant à expiration à la clôture de la cinquante-deuxième session de la Commission, en 2019 : Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Burundi, Iran (République islamique d'), Philippines et Sierra Leone.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et d'un membre parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1^{re} séance de la quarante-neuvième session de la Commission et venant à expiration à la clôture de la cinquante-deuxième session de la Commission.

Le Conseil a également élu les membres suivants aux sièges vacants à la Commission pour un mandat prenant effet immédiat : le Nigéria pour un mandat venant à expiration à la clôture de la cinquantième session de la Commission, en 2017; et l'Allemagne, l'Argentine, la Chine, la Fédération de Russie, la Malaisie, la

Mongolie, le Pérou, la République dominicaine et la Serbie pour un mandat venant à expiration à la clôture de la cinquante et unième session de la Commission, en 2018.

Le Conseil a de nouveau reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique et d'un membre parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes, pour un mandat prenant effet le jour de l'élection et venant à expiration à la clôture de la quarante-neuvième session de la Commission, en 2016; et d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique pour un mandat prenant effet le jour de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquantième session de la Commission, en 2017.

Commission du développement social

Le Conseil a élu les quatre États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1^{re} séance de la cinquante-quatrième session de la Commission (qui se tiendra en 2015) et venant à expiration à la clôture de la cinquante-septième session de la Commission, en 2019 : Algérie, Bolivie (État plurinational de), Colombie et Mexique.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection de trois membres parmi les États d'Afrique, de trois membres parmi les États d'Asie et du Pacifique, d'un membre parmi les États d'Europe orientale et de trois membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la 1^{re} séance de la cinquante-quatrième session de la Commission et venant à expiration à la clôture de la cinquante-septième session de la Commission.

Le Conseil a également élu la France, la Suisse et le Turkménistan aux sièges vacants à la Commission pour un mandat prenant effet immédiat et venant à expiration à la clôture de la cinquante-cinquième session de la Commission, en 2017.

Le Conseil a de nouveau reporté à une date ultérieure l'élection de deux membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour des mandats prenant effet le jour de l'élection, l'un venant à expiration à la clôture de la cinquante-quatrième session et l'autre à la clôture de la cinquante-cinquième session.

Commission de la condition de la femme

Le Conseil a élu les 11 États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1^{re} séance de la soixantième session de la Commission (qui se tiendra en 2015) et venant à expiration à la clôture de la soixante-troisième session de la Commission, en 2019 : Albanie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Colombie, Espagne, Guinée équatoriale, Iran (République islamique d'), Libéria, Liechtenstein, Malawi et Mongolie.

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Le Conseil a élu les 20 États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015 : Allemagne, Canada, Chine, Colombie, El Salvador, Équateur, Érythrée, Fédération de Russie, Italie, Japon, Kenya, Libéria, Maroc, Maurice, Qatar, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Slovaquie, Thaïlande et Zimbabwe.

Commission de la science et de la technique au service du développement

Le Conseil a élu les 15 États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015 : Angola, Bolivie (État plurinational de), Chine, Côte d'Ivoire, États-Unis d'Amérique, Inde, Iran (République islamique d'), Kenya, Lettonie, Maurice, Mauritanie, Ouganda, Pakistan, Suède et Thaïlande.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection de deux membres parmi les États d'Europe orientale, de trois membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et de trois membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015.

Le Conseil a également élu le Turkménistan à un siège vacant à la Commission, pour un mandat prenant effet immédiat et venant à expiration le 31 décembre 2016.

Le Conseil a de nouveau reporté l'élection d'un membre parmi les États d'Europe orientale pour un mandat prenant effet le jour de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2016.

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Le Conseil a élu les 19 États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015 et venant à expiration le 31 décembre 2018 : Afrique du Sud, Azerbaïdjan, Burundi, Chine, Cuba, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Grèce, Guinée, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Mauritanie, Nicaragua, Pakistan, Soudan, Turquie, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication

Le Conseil a élu les cinq États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015 et venant à expiration le 31 décembre 2017 : Cameroun, Chine, Fédération de Russie, Kirghizistan et Malawi.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection de trois membres parmi les États d'Afrique, d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique, de trois membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et de neuf membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat prenant effet le 1^{er} janvier 2015 et venant à expiration le 31 décembre 2017.

Le Conseil a pris note du fait qu'il restait 17 sièges vacants au sein du Groupe de travail intergouvernemental d'experts : un à pourvoir parmi les États d'Asie et du Pacifique et huit à pourvoir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat venant à expiration le 31 décembre 2014; et quatre à pourvoir parmi les États d'Asie et du Pacifique, deux à pourvoir parmi les États d'Europe orientale et deux à pourvoir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour un mandat venant à expiration le 31 décembre 2015, tous ces mandats prenant effet le jour de l'élection.

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Le Comité a élu les neuf experts suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015 et venant à expiration le 31 décembre 2018 : Aslan Abashidze (Fédération de Russie), Clément Atangana (Cameroun), Maria Virginia Bras Gomes (Portugal), Chandrashekhar Dasgupta (Inde), Olivier De Schutter (Belgique), Azzouz Kerdoun (Algérie), Renato Zerbini Ribeiro Leão (Brésil), Heisoo Shin (République de Corée) et Rodrigo Uprimny Yepes (Colombie).

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Le Conseil a élu les 11 États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015 et venant à expiration le 31 décembre 2017 : Bangladesh, Bélarus, Burkina Faso, Colombie, Cuba, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Finlande, Japon, Norvège et République de Corée.

Le Conseil a également élu les États Membres ci-après en remplacement des membres du Conseil d'administration qui ont démissionné avec effet au 1^{er} janvier 2015 : l'Australie pour reprendre le mandat de la Nouvelle-Zélande (qui prendra fin le 31 décembre 2015); le Canada celui du Danemark (qui prendra fin le 31 décembre 2015); et l'Espagne celui du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (qui prendra fin le 31 décembre 2016).

Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Le Conseil a élu l'Afghanistan, le Bélarus, la Lettonie, le Pérou, la République tchèque, le Sénégal et la Slovaquie aux sept sièges supplémentaires du Comité exécutif, conformément aux dispositions de la résolution 68/142 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 2013.

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Le Conseil a élu les 11 États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015 et venant à expiration le 31 décembre 2017 : Antigua-et-Barbuda, Australie, Danemark, Fédération de Russie, Guinée, Inde, Libye, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Venezuela (République bolivarienne du) et Yémen.

Le Conseil a également élu les États Membres ci-après en remplacement des membres du Conseil d'administration qui ont démissionné avec effet au 1^{er} janvier 2015 : l'**Islande** pour reprendre le mandat de la France (qui prendra fin le 31 décembre 2015); le **Japon** celui de la Suisse (qui prendra fin le 31 décembre 2015); l'**Espagne** celui de la Finlande (qui prendra fin le 31 décembre 2015); et l'**Italie** celui de l'Irlande (qui prendra fin le 31 décembre 2016).

Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Démission de membres des groupes régionaux, conformément à la résolution 2010/35 du Conseil

Le Conseil a élu les États Membres ci-après en remplacement des membres du Conseil d'administration qui ont démissionné avec effet au 1^{er} janvier 2015 : l'Allemagne pour reprendre le mandat de la Nouvelle-Zélande (qui prendra fin le 31 décembre 2015); la Turquie celui de l'Islande (qui prendra fin le 31 décembre 2015); Israël celui de l'Australie (qui prendra fin le 31 décembre 2016); l'Italie celui de l'Espagne (qui prendra fin le 31 décembre 2016); et le Portugal celui du Liechtenstein (qui prendra fin le 31 décembre 2016).

Démission de membres choisis parmi les 10 principaux pays contributeurs, conformément aux dispositions du paragraphe 61 a) de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale

Le Conseil a également élu les États Membres ci-après en remplacement des membres du Conseil d'administration qui ont démissionné avec effet au 1^{er} janvier 2015 : le Danemark pour reprendre le mandat de la Norvège (qui prendra fin le 31 décembre 2016) et l'Espagne celui de la Suède (qui prendra fin le 31 décembre 2016).

Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial

Le Conseil a élu les cinq États Membres ci-après pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015 : Japon, Panama, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Swaziland.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre parmi les États inscrits sur la liste E pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015.

Organe international de contrôle des stupéfiants

Le Conseil a décidé que, pour cette élection spéciale, le déroulement de l'élection des membres de l'Organe serait inversé et que l'élection des cinq membres à choisir parmi les candidats présentés par les gouvernements aurait lieu en premier.

Le Conseil a décidé de reporter aux réunions de coordination et de gestion, qui se tiendraient en juin 2014, l'élection d'un membre du Conseil d'administration à choisir parmi les candidats présentés par l'Organisation mondiale de la Santé.

Le Conseil a élu les cinq membres suivants pour un mandat de cinq ans prenant effet le 2 mars 2015 : Bernard Leroy (France), Jagjit Pavadia (Inde), Viroj Sumyai (Thaïlande), Francisco Thoumi (Colombie) et Jallal Toufiq (Maroc).

Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

Le Conseil a élu le **Brésil** et le **Burundi** pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique et de deux membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015.

Le Conseil a élu le Luxembourg pour un mandat prenant effet immédiat et venant à expiration le 31 décembre 2015, en remplacement de la Belgique dont la démission du Conseil de coordination du Programme avait pris effet le 1^{er} janvier 2014.

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains

Le Conseil a élu les 12 États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015 : Argentine, Égypte, Équateur, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, République démocratique du Congo, Sénégal, Slovaquie, Uruguay et Zimbabwe.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection de quatre membres parmi les États d'Asie et du Pacifique, d'un membre parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et de trois membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015.

Le Conseil a élu le Bélarus et la Roumanie pour un mandat prenant effet immédiat et venant à expiration le 31 décembre 2016, afin de pourvoir des sièges vacants au Conseil d'administration.

Le Conseil a de nouveau reporté l'élection de deux membres parmi les États d'Europe orientale et d'un membre parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat venant à expiration le 31 décembre 2015; et de deux membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat venant à expiration le 31 décembre 2016, tous ces mandats prenant effet le jour de l'élection.

Présentation de candidatures

Comité du programme et de la coordination

Le Conseil a présenté les candidatures des 13 États Membres suivants pour élection par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015 : Arménie, Bélarus, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Cuba, Guinée équatoriale, Iran (République islamique d'), Italie, Namibie, Ukraine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

Le Conseil a reporté à une date ultérieure la présentation de la candidature de trois membres à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique et de quatre membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États aux fins d'élection par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2015.

Le Conseil a proposé à l'Assemblée générale d'élire au Comité la République de Corée afin de pourvoir un siège vacant au Comité pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et prenant fin le 31 décembre 2016.

Il a reporté la présentation des candidatures de trois membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États : deux mandats expirant le 31 décembre 2014 et un mandat expirant le 31 décembre 2015, tous les mandats prenant effet à la date de l'élection par l'Assemblée générale.

2014/202

Programme de travail du Conseil économique et social pour 2014

À sa 2^e séance plénière, le 30 janvier 2014, le Conseil économique et social, rappelant la résolution 68/1 de l'Assemblée générale en date du 20 septembre 2013, relative à l'examen de l'application de la résolution 61/16 de l'Assemblée sur le renforcement du Conseil :

a) A décidé d'organiser les travaux de sa session de fond de 2014 comme suit :

i) Le débat consacré aux activités opérationnelles se tiendrait du lundi 24 au mercredi 26 février;

ii) La réunion spéciale de haut niveau du Conseil avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement se tiendrait les lundi 14 et mardi 15 avril;

iii) Les réunions de coordination et d'organisation se tiendraient du mercredi 23 avril au vendredi 25 avril; le jeudi 12 juin et le vendredi 13 juin; du lundi 14 juillet au mercredi 16 juillet; le lundi 17 novembre et le mardi 18 novembre;

iv) Le débat consacré à l'intégration se tiendrait du mardi 27 mai au jeudi 29 mai;

v) Le débat consacré aux affaires humanitaires et la manifestation spéciale consacrée au passage de la phase des secours aux activités de développement se tiendraient du lundi 23 au mercredi 25 juin;

vi) Le débat de haut niveau, y compris la réunion ministérielle de trois jours du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil, comme le prévoient les résolutions 67/290 et 68/1 de l'Assemblée générale, en date du 9 juillet 2013 et du 20 septembre 2013, respectivement, se tiendraient du lundi 7 au vendredi 11 juillet;

vii) Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil se tiendrait du lundi 30 juin au mercredi 9 juillet. Des réunions auraient lieu en soirée les lundi 30 juin et mardi 1^{er} juillet. La réunion ministérielle de trois jours du Forum se déroulerait du lundi 7 au mercredi 9 juillet;

b) A décidé également que la session d'organisation consacrée à son programme de travail pour la période allant de juillet 2014 à juillet 2015 se tiendrait les lundi 21 et mardi 22 juillet;

c) A décidé en outre que le forum de partenariat se tiendrait les mercredi 9 et jeudi 10 avril;

d) A décidé que le forum des jeunes se tiendrait les lundi 2 et mardi 3 juin;

e) A décidé également que, conformément à sa résolution 2013/24 du 24 juillet 2013, la réunion d'une journée consacrée à la question de la coopération internationale en matière fiscale, y compris, selon qu'il conviendrait, sa contribution

à la mobilisation des ressources financières nationales au service du développement et les mécanismes institutionnels permettant de promouvoir une telle coopération, se tiendrait le jeudi 5 juin;

f) A pris note de l'ordre du jour provisoire pour 2014¹, étant entendu qu'il l'examinerait en vue de son adoption à une date ultérieure.

2014/203

Responsabilités particulières des membres du Bureau du Conseil économique et social pour la session de 2014

À sa 2^e séance plénière, le 30 janvier 2014, sur la proposition du Président (Autriche), le Conseil économique et social a décidé que les responsabilités particulières des membres du Bureau pour la session de 2014 se répartiraient comme suit : le Président du Conseil, Martin Sajdik (Autriche), serait chargé d'animer le débat de haut niveau et le Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil, ainsi que la session d'organisation relative au programme de travail du Conseil pour la période allant de juillet 2014 à juillet 2015; Carlos Enrique García González, Vice-Président (El Salvador), serait chargé d'animer le débat consacré aux activités opérationnelles de développement; Vladimir Drobnjak, Vice-Président (Croatie), serait chargé d'animer le débat consacré à l'intégration; Ibrahim Dabbashi, Vice-Président (Libye), serait chargé d'animer le débat consacré aux affaires humanitaires; Joon Oh, Vice-Président (République de Corée), serait chargé d'animer les réunions de coordination et d'organisation ainsi que des élections en vue de pourvoir les sièges vacants des organes subsidiaires du Conseil.

2014/204

Thème du débat consacré aux activités opérationnelles de développement à la session de 2014 du Conseil économique et social

À sa 2^e séance plénière, le 30 janvier 2014, le Conseil économique et social a décidé, sur proposition du Président (Autriche), que le thème du débat de la session de 2014 consacré aux activités opérationnelles de développement serait : « Évolution du paysage de la coopération au service du développement : Quelles conséquences pour le système des Nations Unies? »

2014/205

Thème du débat consacré à l'intégration à la session de 2014 du Conseil économique et social

À sa 2^e séance plénière, le 30 janvier 2014, le Conseil économique et social a décidé, sur proposition du Président (Autriche), que le thème du débat de la session de 2014 consacré à l'intégration serait l'urbanisation durable.

¹ Voir E/2014/1/Rev.1.

2014/206**Documentation relative au programme de travail provisoire du Conseil économique et social pour 2014**

À sa 2^e séance plénière, le 30 janvier 2014, sur la proposition du Président (Autriche), le Conseil économique et social a pris note de la documentation destinée à son programme de travail provisoire pour 2014², étant entendu qu'elle serait mise à jour par le Secrétariat sur une base régulière au cours de la session.

2014/207**Nomination d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti**

À sa 2^e séance plénière, le 30 janvier 2014, le Conseil économique et social, rappelant ses résolutions 2004/52 du 23 juillet 2004, 2005/46 du 27 juillet 2005, 2006/10 du 26 juillet 2006, 2007/13 du 25 juillet 2007, 2008/10 du 23 juillet 2008, 2009/4 du 23 juillet 2009, 2010/28 du 23 juillet 2010, 2012/21 du 26 juillet 2012 et 2013/15 du 23 juillet 2013, ainsi que ses décisions 2004/322 du 11 novembre 2004, 2009/211 du 20 avril 2009, 2009/267 du 15 décembre 2009, 2011/207 du 17 février 2011, 2011/211 du 26 avril 2011, 2011/268 du 28 juillet 2011 et 2013/209 du 15 février 2013, et ayant examiné la lettre, en date du 19 décembre 2013, adressée au Président du Conseil par la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies³, a décidé de nommer la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti.

2014/208**Thème du Forum politique de haut niveau pour le développement durable pour 2014, organisé sous les auspices du Conseil économique et social**

À sa 8^e séance plénière, le 18 mars 2014, le Conseil économique et social, à la suite des travaux de coordination menés par le Président du Conseil en application du paragraphe 22 de la résolution 67/290 de l'Assemblée générale sur la structure et les modalités de fonctionnement du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, a décidé ce qui suit :

a) Le forum politique de haut niveau pour 2014 sera organisé sous les auspices du Conseil économique et social, sur le thème « Atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et ouvrir la voie à un programme de développement ambitieux pour l'après-2015, y compris les objectifs de développement durable »;

b) La décision était sans préjudice des décisions au sujet des thèmes pour les prochaines réunions du Forum.

² E/2014/2.

³ E/2014/8.

2014/209

Débat thématique de 2014 du Conseil économique et social

À sa 8^e séance plénière, le 18 mars 2014, le Conseil économique et social a décidé :

a) Que le thème du débat thématique de la session de 2014 serait « Gouvernance, élaboration de politiques et planification efficaces pour une urbanisation durable »;

b) Que l'examen thématique se tiendrait pendant le débat consacré à l'intégration, du 27 au 29 mai 2014.

2014/210

Nomination d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti

À sa 12^e séance plénière, le 23 avril 2014, le Conseil économique et social, rappelant ses résolutions 2004/52 du 23 juillet 2004, 2005/46 du 27 juillet 2005, 2006/10 du 26 juillet 2006, 2007/13 du 25 juillet 2007, 2008/10 du 23 juillet 2008, 2009/4 du 23 juillet 2009, 2010/28 du 23 juillet 2010, 2012/21 du 26 juillet 2012 et 2013/15 du 23 juillet 2013, ainsi que ses décisions 2004/322 du 11 novembre 2004, 2009/211 du 20 avril 2009, 2009/267 du 15 décembre 2009, 2011/207 du 17 février 2011, 2011/211 du 26 avril 2011, 2011/268 du 28 juillet 2011, 2013/209 du 15 février 2013 et 2014/207 du 30 janvier 2014, et ayant examiné la lettre datée du 31 mars 2014 adressée au Président du Conseil par la Représentante permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies⁴, a décidé de nommer la Représentante permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti.

2014/211

Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de 2014 du Conseil économique et social

À sa 12^e séance plénière, le 23 avril 2014, le Conseil économique et social a décidé :

a) Que le thème du débat consacré aux affaires humanitaires de sa session de 2014 serait « L'avenir des affaires humanitaires : vers une plus grande participation, coordination, interopérabilité et efficacité »;

b) Qu'il tiendrait deux tables rondes sur les thèmes :

i) « Efficacité de l'aide humanitaire »;

ii) « Répondre aux besoins des populations dans les situations d'urgence complexes ».

⁴ E/2014/54.

2014/212
Demandes d'admission au statut consultatif
ou de reclassement reçues d'organisations
non gouvernementales

À sa 12^e séance plénière, le 23 avril 2014, le Conseil économique et social a décidé :

a) D'octroyer le statut consultatif aux 225 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

Actions communautaires pour le développement intégral
 Actions et interventions pour le développement et l'encadrement social
 Active – Sobriety, Friendship and Peace
 African Centre for Advocacy and Human Development
 African Development Solutions
 African Foundation for Human Advancement
 African Hope Committee
 African Refugee Development Center
 Africa Speaks
 Al-Birr and Al-Tawasul Organization
 Alliance for Development and Population Services
 All-Ukrainian Union of Non-Government Organizations « Confederation of
 Non-Government Organizations of People with Disabilities of Ukraine »
 Al-Maqdese for Society Development
 Alpha O. Centre for Malaria Prevention and Control
 Alut – Israeli Society for Autistic Children
 American College of Sports Medicine
 Arsenal Force Vive
 Asian-Eurasian Human Rights Forum
 Asia-Pacific Development Center on Disability Foundation
 Asociación Nacional de Estudiantes de Ingenierías Industrial, Administrativa
 y de Producción
 Asocijacija za Demokratsku Inicijativu
 Association Alkhayr pour le développement en Mauritanie
 Association congolaise pour le développement agricole
 Association démocratique des femmes du Maroc
 Association des ONG de l'environnement
 Association Diogenis : Drug Policy Dialogue in South East Europe
 Association for Defending Victims of Terrorism
 Association générale des intervenants retraités pour des actions bénévoles
 de coopération et de développement
 Association internationale Soufie Alawiyya
 Association nationale pour l'évaluation environnementale
 Association of NGOs of Aotearoa
 Association of Women for Action and Research
 Association of Women in Technology in Nigeria
 Association pour la santé et la prévention des maladies tropicales
 Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral

Association solidarité internationale pour l'Afrique
Associazione Nazionale Produttori Armi e Munizioni Sportive e Civili
Bala Atibala Samaj Sevi Sanstha
Basic Health International
Batey Relief Alliance
Berlin Civil Society Center
Board of Certified Safety Professionals
Catholic Family and Human Rights Institute
Caucasus Environmental Non-Governmental Organization Network
Cell of Alternative Youth Activities
Center for Development of Civil Society
Centre de formation et de recherche pour le développement
Centre for Environment Education Society
Centre for Humanitarian Enhancement
Centre pour les droits civils et politiques
Children's Project International
Children's Rights Advocacy and Lobby Mission – Africa
China Foundation for Peace and Development
Clean Energy Council
Co-habiter
Communauté russe de Lettonie
Community Alliances for Drug Free Youth
Connecting Gender for Development
Conseil coréen pour les femmes enrôlées de force comme esclaves sexuelles
 au service de l'armée japonaise
Conservation International Foundation
Corporate Social Responsibility Awareness and Advancement Initiative
Curia Generalizia Agostiniana
Dance4life
Defense Small Arms Advisory Council
Diplomaten für internationale Verbindungen von Mensch und Wirtschaft
Dir Rural Development Organization
Disisleri Mensuplari Esleri Dayanisma Dernegi
Domestic and Foreign Missionary Society of the Protestant Episcopal Church
 in the United States of America
Down Syndrome International
Drepavie
EarthGame
Earth Push
Educational Foundation for African Women
EG Justice
EKTA
Ellen Johnson Sirleaf Market Women's Fund
EMDR Humanitarian Assistance Programs
Emirates Human Rights Association
Entrepreneurship Development Foundation for Women and Youth
Environment-People-Law
EquallyAble Foundation
Ère commune
Espoir pour tous

Ethiopia Change and Development Association
EUROMIL
Europe Against Drugs
EveryChild
Ewiiapaayp Band of Kumeyaay Indians
Fédération européenne de la manutention
Fondation Agatha
Fondation d'Auteuil
Fondation de l'Alliance entre secteur public et secteur privé
Fonds Solar Electric Light
Foundation for the International Network of Museums for Peace
Frankfurt School of Finance and Management
Fundación Alia2
Fundación Centro de Gestión Tecnológica e Informática Industrial
Fundación Contemporánea
Fundación Migrantes y Refugiados sin Fronteras
Future Hope International
Gabasawa Women and Children Empowerment Initiative
Gargar Foundation for Development
Gender at Work
General Forum of the Arabic and African Non-Governmental Organizations
Global Civil Initiatives
Global Forest Coalition
Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights
Grameen Shakti
Green Planet
Harm Reduction Coalition
High Security Newplate
Hope Foundation
House of Jacobs International
Humanitarian Organization for Migration Economics
Human Touch India
Huqooq-ul-Ebad Development Foundation
IBUKA-Mémoire et Justice-section suisse
Infrastructure mondiale de données géospatiales
Institut caritatif de Zanjireh Omid
Institute for Economics and Peace
Institute for Justice and Reconciliation
Institute for Multicultural Counseling and Education Services
Institut public russe pour les questions relatives à la loi électorale
Integrity and Transparency Promotion Initiative
International Alliance of Patients' Organizations
International Center of the Roerichs
International Drug Policy Consortium
International Food and Beverage Alliance
International Gender Policy Network
International House
International Insolvency Institute
International MotherBaby Childbirth Organization
International Network for Standardization of Higher Education Degrees

International Society for Small and Medium Enterprises
International Voice of Justice
Iuventum
Jamaicans for Justice
Jana's Campaign
Jesus Weeps over Africa
Jossour forum des femmes marocaines
Jssor Youth Organization
Kalyani
Keystone Human Services International
Khuwendo Kor
Kinsey Institute for Research in Sex, Gender and Reproduction
Korea Center for United Nations Human Rights Policy
Korea NGO Council for Overseas Development Cooperation
Krishi Gyan
Kuchlak Welfare Society
La Brique
Law Enforcement against Prohibition Educational Fund
Lazarus Union
Love for Israel Relief Fund – Fund for Advancing Social Projects
Malaysian Relief Agency Foundation
Management Sciences for Health
Mankind Welfare Organization
Mar Adentro de México
Maruah (Working Group for an ASEAN Human Rights Mechanism, Singapore)
Microfinance Club of New York
National Congress of Australia's First Peoples
Nation Builders Organisation
Natural Justice
Nazra for Feminist Studies
Neighbour Organization Nepal
New York Fertility Research Foundation
New York State Bar Association
Non-Governmental Organization Federation of Nepal
North Indian Educational Trust
Observatoire international pour la non-violence – communes des nations
pour la paix
ONG Kala Genève international
Operation ASHA
Optimistes sans frontières
Ordre souverain des Chevaliers du Christ Sauveur
Organisation non gouvernementale interrégionale « Centre for Support
of Indigenous Peoples of the North »
Pakistan Fisherfolk Forum
Pakistan Institute of Legislative Development and Transparency
Pakistan Youth Organization
Partage international
Participatory Rural Development Society
Peace Village Network Association
Personhood Education

Prahar
 Programme de développement communautaire
 Promo-LEX
 Rainforest Fund
 Rassemblement des frères unis pour le développement socioculturel
 Reach Out
 RefugePoint
 Réseau national des organisations non gouvernementales des droits de l'homme
 Roundtable on Sustainable Palm Oil
 Safe Society
 Sairam Population Research Trust
 Samuel DeWitt Proctor Conference
 Sewa Development Trust Sindh
 Sigma Gamma Rho Sorority
 Sindhica Reforms Society
 Singapore Council of Women's Organisations
 Social Development and Management Society
 Solidarité pour le développement communautaire
 Special Abilities Development Association
 Sree Saraswathi Thyagaraja College
 Stat-View Association
 Stiftelsen Atlas-Alliansen
 Structural Analysis of Cultural Systems
 Students' Relief Society
 The Law Society
 Tomorrow's Women Development Organisation
 Université internationale d'études spatiales
 Union of Legal Entities « Eurasian Economic Club of Scientists » Association
 Union Women's Center
 United Nations of Youth, Network – Nigeria
 Un Ponte Per...
 Vector of Friendship
 Voluntary Aid Association
 Vues et voix
 War Widows Association
 Washington Office on Latin America
 WaterLex
 Wespak Welfare Trust
 Women and Development Association in Alexandria
 Women Empowerment and Human Resource Development Centre of India
 Women's Welfare Trust
 Women United for Economic Empowerment
 World Shelter Organisation
 Young Women's Christian Association of Australia

b) De reclasser les deux organisations non gouvernementales ci-après, qui étaient dotées du statut consultatif spécial, en leur octroyant le statut consultatif général :

International Council on Management of Population Programmes
 International Eurasia Press Fund

c) De noter que le Comité avait décidé de prendre note du changement de dénomination des trois organisations non gouvernementales suivantes :

E8 (statut consultatif spécial depuis 2012) devient Global Sustainable Electricity Partnership/Partenariat mondial pour l'électricité durable

Mouvement mondial des mères international (statut consultatif spécial de 1949 à 2004, statut consultatif général depuis 2004) devient Make Mothers Matter

Myochikai (Arigatou Foundation) (statut consultatif spécial depuis 2004) devient Arigatou International

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 279 organisations non gouvernementales ci-après⁵ :

Abdul Momen Khan Memorial Foundation

Académie internationale d'architecture

Académie internationale des télécommunications

Academy for Mobilizing Rural-Urban Action through Education

Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs

Adalah : centre juridique pour la minorité arabe en Israël

Adventist Development and Relief Agency

Advocates for Youth

African Business Roundtable

African Wildlife Foundation

African Women Empowerment Guild

African Women's Association

Albert Schweitzer Institute

All-China Environment Federation

All India Movement for Seva

Alpha Kappa Alpha Sorority

American Bar Association

American Jewish Committee

American Society of International Law

American Society of the Italian Legions of Merit

Assistance rurale Bénin

Association américaine des juristes

Association des Badinga du Congo

Association des femmes africaines pour la recherche et le développement

Association des femmes autochtones du Canada

Association du monde indigène

Association Emmaus international

Association européenne des étudiants en droit

Association for Women's Career Development in Hungary

Association internationale de gérontologie et de gériatrie

Association internationale de psychologie appliquée

Association internationale des juristes démocrates

Association internationale des recteurs d'université

⁵ Les rapports concernent la période 2009-2012, sauf dans le cas de trois organisations qui ont présenté leur rapport pour la période 2008-2011 et pour lesquelles ces dates sont indiquées entre parenthèses.

Association internationale des technopoles
 Association mauritanienne pour la santé de la mère et de l'enfant
 Association mondiale des anciens stagiaires et boursiers de l'Organisation
 des Nations Unies
 Association nationale des agents pour le logement et le réaménagement
 Association of the Bar of the City of New York
 Association Points-Cœur
 Association populaire chinoise d'amitié avec les pays étrangers
 Association pour l'action sociale et le développement
 Associazione Amici Dei Bambini
 Associazione Casa Famiglia Rosetta
 Australian Catholic Social Justice Council
 Bangladesh Mahila Parishad
 Barreau des organisations internationales
 Be Active, Be Emancipated
 Benevolent Community Education and Rural Development Society
 Cairo Institute for Human Rights Studies
 Campaign for Innocent Victims in Conflict
 Carmelite NGO
 Caucasian Feminist Initiative
 Center for Inquiry
 Center for Migration Studies of New York
 Center for Organisation Research and Education
 Center for Practice-Oriented Feminist Science
 Centre africain de recherche industrielle
 Centre d'aide et de conseil juridique pour les femmes
 Centre de développement agropastoral de Djolu
 Centre des dames mourides
 Centre d'études diplomatiques et stratégiques
 Centre d'information sur les droits de l'homme de l'Asie et du Pacifique
 Centre international de promotion du tourisme responsable
 Centre international de recherche sur les structures d'environnement
 « Pío Manzú »
 Centre italien de solidarité
 Centre for Research in Rural and Industrial Development
 Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles
 Centre pour les droits reproductifs
 Centres d'accueil de l'espoir
 Centro de Estudio y Formación Integral de la Mujer
 Centro de Investigación Social, Formación y Estudios de la Mujer
 Centro Félix Varela
 Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale
 Centro Regional de Derechos Humanos y Justicia de Género
 Charity Foundation for Special Diseases
 China Family Planning Association
 Citizens United for Rehabilitation of Errants
 Coalition contre le trafic des femmes
 Coalition internationale Habitat
 Colombia Unida por el Respeto al Adulto Mayor

Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé
des femmes et des enfants
Comité international de gestion des programmes de population
Committee for Hispanic Children and Families
Confédération des femmes d'affaires de Russie
Confédération internationale des mouvements de familles chrétiennes
Conférence générale des adventistes du septième jour
Conseil consultatif anglican
Conseil d'archevêché orthodoxe grec d'Amérique du Nord et du Sud
Conseil grec des réfugiés
Conseil international des femmes juives
Conseil international des sciences sociales
Conseil international pour l'éducation des personnes ayant une déficience
visuelle
Conseil mondial de l'eau
Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit
Conseil national des femmes de Malte
Conseil national des femmes du Canada
Consortium for Street Children
Cooperativa Tecnico Scientifica di Base
Corporate Accountability International
Croix verte internationale
Cultural Survival
December Twelfth Movement International Secretariat
Dhaka Ahsania Mission
Dui Hua Foundation
EastWest Institute
Égalité Maintenant
English International Association of Lund (Suède)
Environment Action Association
Environmental Protection and Conservation Organisation
European Institute
Fairleigh Dickinson University
Family Care International
Family Welfare in Brazil Civil Society
Fazaldad Human Rights Institute
Fédération des associations européennes de motocyclistes (2008-2011)
Fédération européenne des centres de recherche et d'information
sur le sectarisme
Fédération internationale des travailleurs du bâtiment et du bois
Fédération internationale pour l'économie familiale
Fédération latino-américaine des associations des familles des détenus
disparus
Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes
Federation of American Scientists
Federation of American Women's Clubs Overseas
Fédération syndicale ukrainienne
Feminist Majority Foundation
Femmes autochtones du Québec
Fondation African Citizens Development

Fondation Agrenska
Fondation connaissance et liberté (2008-2011)
Fondation européenne pour le développement durable des régions
Fédération internationale des femmes pour la paix mondiale
Fondation Jaime Guzman Errazuriz
Fondation Novartis pour le développement durable
Fondation pour la promotion de la santé et le développement de la recherche
Fondation pour l'éducation et la culture des femmes
Fondation russe pour la paix
Fondation Sehgal
Fondation Surgir
Fondazione Opera Campana dei Caduti
Fondazione San Patrignano
Fonds chrétien pour les enfants
Forum politique mondial
Foundation for Preventing Youth Violence
Foundation for the Refugee Education Trust
Friends of Africa International
Fundación de Ayuda y Promoción de las Culturas Indigenas Rosa Collelldevall
Fundación Help for the Andes
Fundación Intervida
Genève pour les droits de l'homme : formation internationale
Gherush92: Committee for Human Rights
Girls Learn International
Girls' Power Initiative
Global Action Plan International (2008-2011)
Global Helping to Advance Women and Children
Global Rights
Global Volunteer Network Foundation
Groupe de travail international pour les affaires autochtones
Hadassah: Women's Zionist Organization of America
Haiti Mission
Hoffnungszeichen
Hong Kong Women Professionals and Entrepreneurs Association
Humanité Nouvelle
Human Rights Advocates
Human Security Initiative Organization
ICVolontaires
Indian Federation of United Nations Associations
Initiative et changement international
Institut des affaires culturelles internationales
Institut d'études politiques
Institut d'études sur la sécurité
Institute for International Economic Cooperation and Development
Institut international de Doha pour l'étude de la famille et le développement
Institut international pour le développement de la citoyenneté
Institut supérieur international des sciences criminelles
International Architects Designers Planners for Social Responsibility
International Association of Medical Colleges
International Association of Women Judges

International Bridges to Justice
International Council for Caring Communities
International Initiative for Peace
International Peace and Development Organization
International Society for Traumatic Stress Studies
International Women's Rights *Action Watch Asia Pacific*
Iranian Elite Research Center
Jammu and Kashmir Council for Human Rights
Justice for Girls Outreach Society
Latin American and Caribbean Continental Organization of Students
Lawyers' Rights Watch Canada
League of Women Voters of the United States
L'éducation au service de la Terre
Ligue féministe
Mani Tese '76
Mata Amritanandamayi Math
Mauritius Council of Social Service
Mbororo Social and Cultural Development Association
Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable
Development
MINBYUN : Juristes pour une société démocratique
MiRA Resource Center for Black Immigrant and Refugee Women
Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies
Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples
Narcotics Anonymous World Services
National Association of Realtors
National Board of Catholic Women of England and Wales
National Council on Family Relations
Netherlands Association of Women's Interests, Women's Work and Equal
Citizenship
Nigerian Institute of Homeopathy
Non-violence International
Nour Foundation
Observatoire pour la communication culturelle et audiovisuelle
dans la Méditerranée et le monde
Open City International Foundation
Open Society Institute
Organisation arabe des droits de l'homme
Organisation de défense de l'environnement au Burundi
Organisation du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge arabes
Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté
d'enseignement
Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes
de discrimination raciale
Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale
Organisation pour les relations économiques internationales
Oxfam Great Britain
Pan Pacific and South East Asia Women's Association
Passionists International
Pasumai Thaayagam Foundation

Peace Worldwide
Penal Reform International
People with Disability Australia
Philippine Human Rights Information Center
Projet Information-santé pour les adolescents
Qatar Charitable Society
Reach Out to Asia
Refugee Council of Australia
Regards de femmes
Réseau global Action jeunesse
Rotary International
Sentiers de la Paix
Sisterhood Is Global Institute
Sisters of Charity Federation
Smile of a Child
Société d'aide aux enfants souffrant du cancer
Société internationale de prothèse et orthèse
Sœurs de Notre-Dame de Namur
Solidarité européenne pour une participation égale des peuples
Summer Institute of Linguistics
Susila Dharma International Association
Swedish NGO Foundation for Human Rights
Synergie développement et partenariat international
Tamana Association
Tarumitra
Therapy Center for Dependent Individuals
Triglav Circle
UNANIMA International
Union des capitales ibéro-américaines
Union des juristes arabes
Union interaméricaine pour le logement
Union internationale des architectes
Union internationale des transports routiers
Unión Nacional de Juristas de Cuba
Union of Chambers and Commodity Exchanges of Turkey
Unitarian Universalist Association
United Nations Association of Mauritius
United States Federation for Middle East Peace
Vida y Familia de Guadalajara
Viet Nam Peace and Development Foundation
Virtue Foundation
Voix canadienne des femmes pour la paix
Volontariato Internazionale per lo Sviluppo
WaterAid
Watson Institute for International Studies
Women Environmental Programme
Women in Dialog
Women's Bar Association of the State of New York
Women's Board Educational Cooperation Society
Women's Learning Partnership for Rights, Development and Peace

Women's Missionary Society of the African Methodist Episcopal Church
World Evangelical Alliance
World Family of Radio Maria
World Lung Foundation
World Resources Institute
Yad Sarah
Yukon River Inter-Tribal Watershed Council
Zenab for Women in Development

e) De clore, sous réserve du droit de renouveler la demande, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 22 organisations non gouvernementales ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions qui leur avaient été posées au cours de deux sessions consécutives du Comité :

Ark Foundation, Ghana
Center for International Policy
Fonds d'aide à l'éducation RESULTS
Foundation for Development Cooperation
Freedom, Legality and Rights in Europe
Fundación Proyecto Solidario por la Infancia
Global Corps of Jewish Diplomats
Indo-Global Social Service Society
Jewish National Fund (Keren Kayemeth LeIsrael)
La Palabre-Het Palabre
Mindanao Land Acquisition, Housing and Development Foundation
National YWCA of Korea
Ningim Hope Alive Foundation
Nomadéis
Partenaires pour la santé
Peoples Development Organization
Phelps Stokes
Plus Development Foundation
Scottish Refugee Council
Second Amendment Foundation
Society for Human Rights and Prisoners Aid
Solutions for Health and Development

2014/213

Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales en application de la résolution 2008/4 du Conseil

À sa 12^e séance plénière, le 23 avril 2014, le Conseil économique et social a décidé, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2012/222 du 23 juillet 2012, de retirer immédiatement le statut consultatif de l'organisation non gouvernementale Association algérienne d'alphabétisation, et a prié le Secrétariat de l'en aviser.

2014/214**Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2014**

À sa 12^e séance plénière, le 23 avril 2014, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2014 [E/2014/32 (Part I)].

2014/215**Réunion du Conseil économique et social concernant le passage de la phase des secours aux activités de développement**

À sa 13^e séance plénière, le 25 avril 2014, le Conseil économique et social a décidé à propos de la réunion concernant le passage de la phase des secours aux activités de développement que :

- a) Le thème de la réunion serait « Accompagner le passage de la phase des secours aux activités de développement : financement et gestion des risques »;
- b) La réunion constituerait une activité informelle qui se tiendrait le 23 juin 2014 au matin;
- c) La réunion prendrait la forme d'une réunion-débat et ne déboucherait sur aucun texte négocié.

2014/216**Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa cinquante-huitième session et ordre du jour provisoire et documentation de la cinquante-neuvième session de la Commission**

À sa 22^e séance plénière, le 12 juin 2014, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa cinquante-huitième session⁶ et approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la cinquante-neuvième session de la Commission présentés ci-après :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

Documentation

Ordre du jour provisoire annoté et projet d'organisation des travaux de la Commission de la condition de la femme

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, 2014, Supplément n^o 7 (E/2014/27).

3. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au thème « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » :
 - a) Réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et autres mesures et initiatives : examen et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, ainsi que des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (en application de la résolution 2013/18 du Conseil économique et social);

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation des suites données à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing et aux textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale

Rapport de la Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)

- b) Questions nouvelles, tendances et approches novatrices des problèmes ayant des répercussions négatives sur la situation des femmes ou sur l'égalité des sexes;
- c) Transversalisation de la problématique hommes-femmes, situations et questions de programme.

Documentation

Rapports du Secrétaire général :

- Progrès accomplis dans la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes lors de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques et programmes nationaux, l'accent étant mis sur le thème prioritaire
- Situation des Palestiniennes et aide à leur apporter

Rapport de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur les activités menées par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes

Note du Secrétariat transmettant les textes sur le sujet issus des sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

4. Communications relatives à la condition de la femme.

Documentation

Note du Secrétaire général transmettant la liste des communications confidentielles relatives à la condition de la femme et des réponses correspondantes

5. Suite donnée aux résolutions et décisions du Conseil économique et social.

Documentation

Lettre adressée au Président de la Commission de la condition de la femme par le Président du Conseil économique et social

6. Ordre du jour provisoire de la soixantième session de la Commission.
7. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-neuvième session.

2014/217

Ordre du jour provisoire et documentation de la cinquante-troisième session de la Commission du développement social

À sa 23^e séance plénière, le 12 juin 2014, le Conseil économique et social a approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la cinquante-troisième session de la Commission du développement social tels qu'établis ci-après :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale :

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

- a) Thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain;

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la manière de repenser et de renforcer le développement social dans le monde contemporain

- b) Examen des plans et programmes d'action pertinents des organismes des Nations Unies concernant la situation de certains groupes sociaux :
 - i) Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées;
 - ii) Règles pour l'égalisation des chances des handicapés;
 - iii) Programme d'action mondial pour la jeunesse;
 - iv) Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement;
 - v) Questions, politiques et programmes relatifs à la famille;

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs de la célébration du vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille

Rapport du Secrétaire général sur les modalités du troisième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial de la Commission du développement social chargé d'étudier la situation des handicapés

c) Questions nouvelles (*à déterminer*).

Documentation

Note du Secrétariat sur les questions nouvelles

4. Questions relatives au programme et questions diverses :
 - a) Projet de programme de travail pour la période biennale 2016-2017;
 - b) Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.

Documentation

Note du Secrétaire général sur la nomination de membres du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Note du Secrétariat sur le projet de programme de travail de la Division des politiques sociales et du développement social pour la période biennale 2016-2017

5. Ordre du jour provisoire de la cinquante-quatrième session de la Commission.
6. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-troisième session.

2014/218

Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

À sa 23^e séance plénière, le 12 juin 2014, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa cinquante-deuxième session⁷.

⁷ Ibid., *Supplément n° 6* (E/2014/26).

2014/219

Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa quarante-cinquième session et ordre du jour provisoire et dates de sa quarante-sixième session

À sa 24^e séance plénière, le 13 juin 2014, le Conseil économique et social a :

- a) *Pris note* du rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa quarante-cinquième session⁸;
- b) *Décidé* que la quarante-sixième session de la Commission se tiendrait à New York du 3 au 6 mars 2015;
- c) *Approuvé* l'ordre du jour provisoire et la documentation de la quarante-sixième session de la Commission comme indiqué ci-après :

Ordre du jour provisoire de la quarante-sixième session de la Commission

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et d'autres questions d'organisation.

Documentation

Ordre du jour provisoire et annotations

Note du Secrétariat sur l'organisation des travaux de la session

3. Examen du programme : à préciser.

Documentation

Rapport de l'organisme chargé de l'examen

4. Statistiques démographiques et sociales :

- a) Recensements de la population et du logement;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- b) Statistiques sanitaires;

Documentation

Rapport de l'Organisation mondiale de la Santé

- c) Statistiques ventilées par sexe;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

⁸ Ibid., *Supplément n° 4* (E/2014/24).

- d) Statistiques de la pauvreté;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- e) Statistique de la criminalité;

Documentation

Rapport conjoint de l'Institut national de statistiques et de géographie du Mexique et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur la Classification internationale des infractions à des fins statistiques

- f) Enquêtes sur les ménages;

Documentation

Rapport de la Banque mondiale

- g) Statistiques des réfugiés;

Documentation

Rapport du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la Norvège

- h) Statistiques d'enregistrement des faits d'état civil et de l'état civil;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- i) Statistiques des migrations internationales.

Documentation

Rapport du Secrétaire général

5. Statistiques économiques :

- a) Comptabilité nationale;

Documentation

Rapport du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale

- b) Statistiques agricoles et rurales;

Documentation

Rapport du Comité directeur mondial sur la mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales et du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des statistiques agricoles et rurales

- c) Registres d'entreprises;

Documentation

Rapport du Groupe de Wiesbaden sur les registres d'entreprises

- d) Statistiques du commerce international et de la mondialisation économique;

Documentation

Rapport des Amis de la présidence

- e) Statistiques des services;

Documentation

Rapport du Groupe de Voorburg sur les statistiques des services

- f) Statistiques des finances;

Documentation

Rapport du Fonds monétaire international

- g) Programme de comparaison internationale;

Documentation

Rapport de la Banque mondiale

Rapport des Amis de la présidence sur le Programme de comparaison internationale

- h) Statistiques du secteur informel;

Documentation

Rapport du Groupe de Delhi sur les statistiques du secteur informel

- i) Statistiques économiques intégrées.

Documentation

Rapport des Amis de la présidence

6. Statistiques des ressources naturelles et de l'environnement :

- a) Statistiques de l'environnement;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- b) Comptabilité économique et environnementale;

Documentation

Rapport du Comité d'experts sur la comptabilité économique et environnementale

- c) Statistiques des changements climatiques;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- d) Statistiques des économies basées sur les ressources naturelles.

Documentation

Rapport du Groupe d'Oulan-Bator sur les statistiques des économies basées sur les ressources naturelles

7. Activités non classées par domaine :

- a) Coordination et intégration des programmes statistiques;

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité de coordination des activités de statistique

- b) Statistiques du développement humain;

Documentation

Rapport du Programme des Nations Unies pour le développement

- c) Classifications économiques et sociales internationales;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- d) Normes ouvertes communes d'échange et de mise en commun de données et de métadonnées;

Documentation

Rapport des promoteurs de l'Échange de données et de métadonnées statistiques (SDMX)

- e) Renforcement des capacités statistiques;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

Rapport du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21)

- f) Indicateurs du développement;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- g) Suite donnée aux décisions de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- h) Cadre national d'assurance de la qualité;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- i) Intégration des données statistiques et géospatiales;

Documentation

Rapport du Groupe d'experts sur l'intégration des données statistiques et géospatiales

- j) Journée mondiale de la statistique;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- k) Développement des statistiques régionales en Amérique latine et dans les Caraïbes;

Documentation

Rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

- l) Principes fondamentaux de la statistique officielle;

Documentation

Rapport des Amis de la présidence

- m) Indicateurs de progrès autres que le produit intérieur brut;

Documentation

Rapport des Amis de la présidence

- n) Statistiques de la gouvernance, de la paix et de la sécurité;

Documentation

Rapport du Cap-Vert

- o) Coordination des programmes statistiques au sein du système des Nations Unies;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- p) Traitement massif des données informatiques et modernisation des systèmes de statistique;

Documentation

Rapport du Groupe de travail

- q) Compte rendu du Forum de haut niveau sur les statistiques officielles et le Séminaire du vendredi sur les questions émergentes (Friday Seminar on Emerging Issues);

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- r) Questions émergentes.

Documentation

Rapport du Secrétaire général

8. Questions relatives aux programmes (Division de statistique de l'ONU).
9. Ordre du jour provisoire et dates de la quarante-septième session de la Commission.

Documentation

Note du Secrétariat contenant le projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-septième session de la Commission

Note du Secrétariat sur le projet de programme de travail pluriannuel de la Commission

10. Rapport de la Commission sur les travaux de sa quarante-sixième session.

2014/220

Dates et ordre du jour provisoire de la dixième session annuelle du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale

À sa 25^e séance plénière, le 13 juin 2014, le Conseil économique et social a :

a) *Décidé* que la dixième session du Comité d'experts de la coopération de la coopération internationale en matière fiscale se tiendrait à Genève du 27 au 31 octobre 2014;

b) *Approuvé* le projet d'ordre du jour ci-après pour la dixième session du Comité :

1. Ouverture de la session par le Président du Comité.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.

3. Examen des questions de fond relatives à la coopération internationale en matière fiscale :
- a) Questions relatives à la mise à jour du Modèle de convention fiscale des Nations Unies :
 - i) Article 4 (résident) : application des dispositions conventionnelles aux entités hybrides;
 - ii) Article 5 (établissement stable) :
 - a. Le sens de « projets connexes »;
 - b. La question de la présence physique;
 - iii) Article 8 (navigation maritime, intérieure et aérienne) :
 - a. Le sens et le champ d'application de l'expression « activités auxiliaires »;
 - b. L'application de l'article à la navigation de croisière;
 - iv) Article 9 (entreprises associées) : mise à jour du commentaire et questions liées aux prix de transfert;
 - v) Érosion de la base d'imposition et transfert des bénéficiaires;
 - vi) Article 12 (redevances) : examen général et notamment examen de questions concernant le matériel;
 - vii) Article 13 (gains en capital) : les conséquences pratiques du paragraphe 4;
 - viii) Article 23 (méthodes pour éliminer les doubles impositions) : conflits de qualification et conflits d'interprétation;
 - ix) Article 26 (échange de renseignements);
 - x) Imposition des services :
 - a. Débat général;
 - b. Article sur les services techniques;
 - b) Autres questions :
 - i) Questions concernant la prochaine mise à jour du manuel des Nations Unies sur les prix de transfert à l'intention des pays en développement;
 - ii) Le Manuel de négociation des conventions fiscales bilatérales entre pays développés et pays en développement;
 - iii) Imposition des industries extractives;
 - iv) Imposition des projets de développement;
 - v) Renforcement des capacités;
 - vi) Respect des obligations fiscales fondé sur la coopération et gouvernement d'entreprise dans le domaine fiscal;
 - vii) Questions fiscales relatives au commerce international des biens.

4. Dates et ordre du jour provisoire de la onzième session du Comité.
5. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa dixième session.

2014/221

Désignation d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti

À sa 25^e séance plénière, le 13 juin 2014, le Conseil économique et social, rappelant ses résolutions 2004/52 du 23 juillet 2004, 2005/46 du 27 juillet 2005, 2006/10 du 26 juillet 2006, 2007/13 du 25 juillet 2007, 2008/10 du 23 juillet 2008, 2009/4 du 23 juillet 2009, 2010/28 du 23 juillet 2010, 2012/21 du 26 juillet 2012 et 2013/15 du 23 juillet 2013 et ses décisions 2004/322 du 11 novembre 2004, 2009/211 du 20 avril 2009, 2009/267 du 15 décembre 2009, 2011/207 du 17 février 2011, 2011/211 du 26 avril 2011, 2011/268 du 28 juillet 2011, 2013/209 du 15 février 2013, 2014/207 du 30 janvier 2014 et 2014/210 du 23 avril 2014, et ayant examiné la lettre datée du 13 mai 2014 adressée au Président du Conseil par le Représentant permanent de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies⁹, a décidé de nommer le Représentant permanent de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti.

2014/222

Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

À sa 42^e séance plénière, le 14 juillet 2014, le Conseil économique et social a décidé :

- a) D'octroyer le statut consultatif aux 158 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

African Heritage Foundation Nigeria
African Network for Environment and Economic Justice
African Views Organization
Afro-European Medical and Research Network
All Christians Welfare Association
Allied Rainbow Communities International
All-Ukrainian Public Organization « Christian Rehabilitation Centers Association, for Drug and Alcohol Addicted People »
American Jewish Joint Distribution Committee
American Psychiatric Association
Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain
Amity Foundation
Arab Association for Human Rights
Armenian Young Lawyers Association
Asia Pacific Basin for Energy Strategies Association
Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente

⁹ E/2014/73.

Asociatia Pakiv Romania
Association africaine de l'eau
Association des populations des montagnes du monde
Association espagnole pour le droit international des droits de l'homme
Association internationale des droits de l'homme
Awesome Treasures Foundation
Bakhtar Development Network Switzerland
Bible Hill Youth Club
Bibliothèques sans frontières
BioRegional Development Group
Blue Planet Project
British Columbia Civil Liberties Association
Cameroon Association for the Defence of the Victims of Accident
Casa Generalizia della Società del Sacro Cuore
Center for Global Nonkilling
Center for Health, Human Rights and Development
Center for Women and Development
Centre for African Israeli Friendship
Centre for Science in the Public Interest
Centre pour le développement socioéconomique
Centro de Culturas Indígenas del Perú
Centro de los Derechos del Migrante
Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos
Clefsdufutur.org-ONG-CDF.org-Groupe G6
Club des jeunes aveugles réhabilités du Cameroun
Coalition internationale des sites de conscience
Confédération des organisations familiales de l'Union européenne
Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil
Criminologists without Borders
Dharma Drum Mountain Buddhist Association
Dialogue interreligieux monastique
Donne in Rete contro la Violenza
Eesti Naisteühenduste Ümarlaua Sihtasutus
End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children
for Sexual Purposes
Escuela Cultura de Paz
European Humanist Federation
Exodus Cry
F N Forbundet
Femminza North America
Fondation d'entreprise Sanofi espoir
Fondation Ford
Fondazione Cassa di Risparmio di Torino
Forum international des femmes
Foundation for Amity and Nation Solidarity
Foundation for Released Prisoners
Friends of Farm Workers
Fund for the City of New York
Fundación Cooperadora de la Nutrición Infantil
Fundación Lonxanet para la Pesca Sostenible

Fundación Pro Humanæ Vitæ
Generation Initiative for Women and Youth Network
Getting Out By Going In
Gleichmass
Global Alert for Defence of Youth and the Less Privileged
Global Education Motivators
Global Footprint Network
Global South Watch
Global Voices
Grupo de Mujeres de la Argentina – Foro de VIH, Mujeres y Familia
Heungsadahn
Human First
Human Life International
IBON International Foundation
IDEAS for Us
Initiative for Change
InnerCity Mission of Christ Embassy
Institute for Advanced Sustainability Studies
Instituto da Criança
Istituto Humanitare
International Automotive Lighting and Light Signalling Expert Group
International Career Support Association
International Federation of Liberal Youth
International Justice Resource Center
International Mediation Institute
International Partnership for Human Rights
International Prison Chaplains' Association
Internet Association of Kazakhstan
Inwelle Study and Resource Centre
Jeunesse technologie développement
Jewish Voice Ministries International
John D. and Catherine T. MacArthur Foundation
Kanchi
Korea Differently Abled Federation
Kulturverein – IDEA Society
Labour, Health and Human Rights Development Centre
Lebanese American Renaissance Partnership
Lotus World
Martin und Gerda Essl Sozialpreis gemeinnützige Privatstiftung
Mines Advisory Group
Mobility International USA
National Association of Drug Court Professionals
National Seniors Australia
New Reality International
on-Commercial Partnership on Joining of Creditors « World Organization
of Creditors »
Onkod Relief and Development Organization
Operation Mercy
Organisation internationale pour les pays les moins avancés
Organizzazione Internazionale Protezione Animali

Pace University
Peace Brigades International Switzerland
Peace on Earth Advocacy Center
Plateforme pour la coopération internationale sur les sans-papiers
PLURIELS, Centre de consultations et d'études ethnopsychologiques
pour migrants
Project Chernobyl
Pure in Heart – America
Raad Rehabilitation Goodwill Complex
Ray of Hope
Registered Trustees of the Friends of AIDS Support Trust
Research and Development Centre, Nepal
Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant
Réseau des organisations féminines d'Afrique francophone
Réseau international des droits humains
Réseau océan mondial
Save the Climat
Scientific Association of Youth Political Scientists
Sihtasutus Eesti Inimõiguste Keskus
Sillamäe Lastekaitse Ühing
Society of American Law Teachers
Soroptimist International of the South West Pacific
SpellAfrica Initiative
Stiftung Basel Agency for Sustainable Energy
Strategic Alignment of Like Minds
Sudanese Women Parliamentarians Caucus
Sun Charity USA
Sylvia Earle Alliance
Tanzania Development Support
Transdiaspora Network
Union des nations pour l'enseignement, la science universelle et les droits
de l'homme
Universal Muslim Association of America
Vanier Institute of the Family
Vivegam Godfrey
Waterkeeper Alliance
Women and Law in Southern Africa Research and Educational Trust
Women Thrive Worldwide
Women's Division of the General Board of Global Ministries of the United
Methodist Church
World Future Council Foundation
World Justice Project
Yemen Family Care Association
Young Adult Institute
Youth Afrique Leadership Forum
Zala briviba
Zomi Innkuan USA
Zoological Society of London

b) De reclasser l'organisation non gouvernementale ci-après, qui était inscrite sur la Liste, en lui octroyant le statut consultatif spécial :

Asia Pacific Forum on Women, Law and Development

c) De noter que le Comité a décidé de prendre note du changement de dénomination des trois organisations non gouvernementales suivantes :

Alliance Defense Fund (statut consultatif spécial, 2010) en Alliance Defending Freedom

Geneva Social Observatory (statut consultatif spécial, 2008) en Global Social Observatory

International Committee for Arab-Israeli Reconciliation (statut consultatif spécial, 2006) en International Committee for Peace and Reconciliation

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 129 organisations non gouvernementales suivantes pour la période 2009-2012, sauf indication contraire¹⁰ :

Action contre la faim

Afro-Asian Peoples' Solidarity Organization

Agence internationale pour le développement

Airline Ambassadors International (2008-2011)

Aleut International Association

All India Shah Behram Baug Society for Scientific and Educational Research (2008-2011)

Arab Mexican Chamber of Industry and Commerce

Asia Pacific Network Information Centre

Asian Partnership for the Development of Human Resources in Rural Asia

Asociación Nacional Cívica Femenina

Association culturelle d'aide à la promotion éducative et sociale

Association jeunesse action développement (2008-2011)

Association of Indigenous Peoples of the North, Siberia and Far East of the Russian Federation

Association pour les droits de la femme et le développement

Association santé et environnement

Centre de formation aux techniques informatiques

Centre for Adivasee Studies and Peace

Centro de Salud Familiar La Fe

Child Foundation

Children of a Better Time

China Arms Control and Disarmament Association

China Environmental Protection Foundation

Christian Conference of Asia (2008-2011)

Comité d'action pour les droits de l'enfant et de la femme

Commission Huairou

Commonwealth Human Rights Initiative

Concerned Women for America

Conseil canadien des Églises

¹⁰ Les rapports concernent la période 2009-2012, sauf dans le cas de 21 organisations qui ont présenté leur rapport pour la période 2008-2011 et pour lesquelles ces dates sont indiquées entre parenthèses.

Council of International Programs
D.A.R.E. America
Droit à l'énergie SOS futur (2008-2011)
Environmental Defense Fund
Environnement et développement du Tiers Monde (2008-2011)
Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains
Eurasian Harm Reduction Network
European AIDS Treatment Group
European Bureau for Lesser Used Languages
European Federation of Older Students at Universities (2008-2011)
Fédération démocratique internationale des femmes
Fédération internationale des femmes des carrières juridiques
Federation of Cuban Women
Federation of Islamic Medical Associations
Fondation Alulbayt (2008-2011)
Fondation Maharashtra
Fondation pour les droits des générations futures
Fondation suisse pour la paix
Fondation Tebtebba
Forum of Women's NGOs of Kyrgyzstan
Foundation for International Training
Foundation for the American Indian
Fridtjof Nansen Institute
Fundación de Ayuda contra la Drogadicción
Generations United
Global Network of People Living with HIV/AIDS
Grameena Vikas Samithi
Human Rights Information and Training Center (2008-2011)
Humanitarian Foundation of Canada
Imperial Orthodox Palestine Society
Innu Council of Nitassinan
Institut arabe des droits de l'homme
Institute for Interreligious Dialogue (2008-2011)
Institute for War and Peace Reporting
Integrated Care Society
Inter-American Press Association
International Association for Impact Assessment
International Association of Women in Radio and Television
International Black Sea Club
International Center for Clubhouse Development
International Center Innovations in Civic Participation
International Critical Incident Stress Foundation
International Planned Parenthood Federation
International Women Bond
Internationale des services publics
Islamic Relief
Korea Women's Associations United
Korean Council for Local Agenda 21
Korean Foundation for World Aid
Kuwait Information Technology Society
Law Association for Asia and the Pacific

Links Incorporated (2008-2011)
Mahila Dakshata Samiti (2008-2011)
Mediterranean Council for Burns and Fire Disasters
Mexican Foundation for Family Planning
Migrants Rights International
Mountain Institute (2008-2011)
Mountain Women Development Organization (2008-2011)
National Association of Cuban Economists
National Council for Research on Women
National Council of Swedish Youth Organisations
National Council of Women of Thailand (2008-2011)
National Tropical Botanical Garden
National Youth Council of Russia
New Zealand Family Planning Association
Nigeria-Togo Association (2008-2011)
Non-Governmental Organisations' Coordinating Committee (2008-2011)
Norwegian People's Aid
One World Trust (2008-2011)
Organisation mondiale des anciens élèves de l'enseignement catholique
(2008-2011)
Oxfam America
Partenariat Afrique Canada
Pax Romana
Peace Child International
Planetary Association for Clean Energy (2008-2011)
Project Kesher
Réseau canadien de l'environnement
Rodale Institute
Save the Children International
Sawiris Foundation for Social Development
Service for Peace (2008-2011)
Servitas Cameroon
Social Accountability International
Society for International Development
Trauma Foundation
TRIAL : Track Impunity Always
Unión de Asociaciones Familiares
Union internationale de la jeunesse socialiste
Union internationale des magistrats
UNITED for Intercultural Action
Verein Südwind Entwicklungspolitik
Vrienden van Congo
WebForce International
Wellesley Centers for Women
Widows Rights International
Women and Memory Forum
Women for Women International
Women's Health in Women's Hands
World Russian People's Council
World Trade Centers Association
Zonta International

e) De clore, sous réserve du droit de renouveler la demande, l'examen de demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 29 organisations ci-après, qui n'avaient pas répondu aux questions posées par les membres du Comité en dépit de trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

All-India Dhanak Organisation
 Arab Center for the Development of the Rule of Law and Integrity
 Asia Catalyst
 Asociación Internacional de Juristas por el Sáhara Occidental
 Center for Military Human Rights, Korea
 Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori
 Database Center for North Korean Human Rights
 Fondation Tandana
 Fundación Interamericana para el Desarrollo de la Gestión Social
 Galdu Kompetansesenter for Urfolks Rettigheter
 Gold Mercury International
 Gusenghwe
 Help Age India
 Himalayan Consensus Institute
 Kelab Belia Subang Jaya
 Kitachosen Nanmin Kyuen Kikin
 Maria and Liberdade Foundation
 National Integrated and Development Association
 Network for North Korean Democracy and Human Rights
 Parlement du climat
 Right for Women's Network
 Royal Society of Chemistry
 Science House Foundation
 Small and Medium-Scale Entrepreneurship Fundamentals Foundation
 Teddy Bear Clinic for Abused Children
 Université de Worcester
 Vieoeoii istaiga Žmogaus teisiu stebejimo institutas
 Women Right and Development Centre
 Youth Network on HIV/AIDS in Nigeria

f) De prendre acte du retrait par deux organisations non gouvernementales de leur demande :

Fondation Alkarama
 Peace X Peace TR

g) De ne pas octroyer le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale Centro para la Apertura y el Desarrollo de América Latina (Fundación CADAL).

2014/223

Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil

À sa 42^e séance plénière, le 14 juillet 2014, le Conseil économique et social a décidé, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, de suspendre immédiatement, pour une durée d'une année, le statut consultatif des 106 organisations suivantes, et prié le Secrétariat d'en aviser les intéressées¹¹.

Academy for Educational Development
Actions solidaires de soutien aux organisations et d'appui aux libertés
Adelphi Research
African Centre for Democracy and Human Rights Studies
African Community Resource Center
Africare
Aim for Human Rights
Ambassadors for Children
America Mideast Educational and Training Services
Asian Federation of Laryngectomees Association
Association AMEL
Association for the Study of the World Refugee Problem
Association jeunesse culture loisirs technique
Association malienne d'initiatives et d'actions pour le développement
Association mondiale pour la réadaptation psychosociale
Association nationale de foresterie autochtone
Association of Development Financing Institutions in Asia and the Pacific
Association pour la collaboration globale
Association pour la protection de la nature et de l'environnement de Kairouan
Association pour la recherche sur la sclérose latérale amyotrophique et autres maladies du motoneurone
Association tunisienne des mères
Australian Reproductive Health Alliance
Aviation sans frontières
Center for Studies on Turkey
Centre d'animation, de formation, de recherche et d'appui au développement
Citizens for Decent Housing
Coalition nationale de Guinée pour les droits et la citoyenneté des femmes
Comité français des organisations non gouvernementales pour la liaison et l'information des Nations Unies
Comité maritime international
Commission internationale de juristes
Consumers International
Coordination SUD

¹¹ Le Comité a accusé réception des rapports quadriennaux de trois autres organisations non gouvernementales qui les ont présentés après la date limite du 1^{er} mai 2014 : Asociación de Antiguas Alumnas del Colegio Madres Irlandesas; Associação Brasileira de Gays, Lésbicas e Transgeneros; et International Press Institute. Il examinera donc ces rapports à sa session ordinaire en janvier 2015, en vue d'en prendre note.

Crime Stoppers International
Democracy Coalition Project
DIYA All-Ukrainian Women's People's Democratic Association
Ecologic Institute for International and European Environmental Policy
Egyptian Red Crescent Society
Enfants du monde : droits de l'homme
Ensemble allons dans la paix
European Roma Rights Center
FATIMA Women's Network
Fédération internationale des associations de médecins catholiques
Firooznia Charity Foundation
Fondation El Kef pour le développement régional
Fondation Maman Henriette Conte
Fundación de la Solidaridad y el Voluntariado de la Comunidad Valenciana
Fundación Mujeres en Igualdad
Fundación Red Deporte y Cooperación
GAVI Fund
General Arab Women Federation
Global Business Coalition on HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria
Global Cooperation Society
Human Rights Education Associates
Indian Movement « Tupaj Amaru »
Institut méditerranéen de l'eau
Institute of Internal Auditors
International Air Transport Association
International Association of Prosecutors
International Centre for Ethnic Studies
International Centre for the Legal Protection of Human Rights
International Council of Management Consulting Institutes
International Federation of Non-governmental Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse
International Islamic Federation of Student Organizations
International Justice Mission
International Mediterranean Women's Forum
International Network of Alternative Financial Institutions
International Union of Anthropological and Ethnological Sciences
International Union of Building Centres
International Union of Technical Associations and Organisations
Internationale des résistants à la guerre
Istanbul International Brotherhood and Solidarity Association
Kenya Tuitakayo: Citizens Coalition for Constitutional Change
Kerala Rural Development Agency
League of Kenya Women Voters
Libera: Associazioni, Nomi e Numeri Contro le Mafie
Light and Hope Association for Blind Girls
Magnificat Environment
Marie Stopes International
Mouvement pour l'abolition de la prostitution et de la pornographie et de toutes formes de violences sexuelles et discriminations sexistes
National Abortion Federation

National Association for Protection of Environment and Green Egypt
National Fishworkers' Forum
National Society for Human Rights
Navjyoti India Foundation
Network of Women's Non-governmental Organizations in the Islamic Republic of Iran
Orbicom, réseau des chaires UNESCO en communication
Organisation tunisienne de l'éducation et de la famille
PARTAGE
Project Concern International
Rural Reconstruction Nepal
Safe Water African Community Initiative
Scouts musulmans algériens
Society for Development of Services in Heliopolis
Survivor Corps
Synergos Institute
Turkish Foundation for Children in Need of Protection
Union for Sustainable Return and Integrations in Bosnia and Herzegovina
Union Iberoamericana de Colegios y Agrupaciones de Abogados
Union of Luso-African-America-Asiatic Capital Cities
Women's National Commission
World Association of Small and Medium Enterprises
World Confederation of Productivity Science
World Federation of UNESCO Clubs, Centres and Associations
World LP Gas Association
Yemeni Women Union
Youth Association for Habitat and Agenda 21

2014/224

Rétablissement du statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil

À sa 42^e séance plénière, le 14 juillet 2014, le Conseil économique et social a décidé, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2013/222 du 18 juillet 2013, de réadmettre au statut consultatif les 21 organisations non gouvernementales ci-après, qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance¹¹ :

Airline Ambassadors International
All India Shah Behram Baug Society for Scientific and Educational Research
Association jeunesse action développement
Christian Conference of Asia
Droit à l'énergie SOS futur

¹¹ Le Comité a accusé réception du rapport quadriennal de l'organisation non gouvernementale Relief International, qui a été présenté après la date limite du 1^{er} mai 2014, et prévoit de l'examiner à sa session ordinaire en janvier 2015 en vue de recommander au Conseil de rétablir le statut consultatif de cette organisation. Ce statut avait été suspendu pour un an par le Conseil en juillet 2013, car l'organisation n'avait pas présenté son rapport en retard pour la période 2008-2011.

Environnement et développement du Tiers Monde
 European Federation of Older Students at Universities
 Fondation Alulbayt
 Human Rights Information and Training Center
 Institute for Interreligious Dialogue
 Links Incorporated
 Mahila Dakshata Samiti
 Mountain Institute
 Mountain Women Development Organization
 National Council of Women of Thailand
 Nigeria-Togo Association
 Non-Governmental Organizations' Coordinating Committee
 One World Trust
 Organisation mondiale des anciens élèves de l'enseignement catholique
 Planetary Association for Clean Energy
 Service for Peace

2014/225

Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales en application de la résolution 2008/4 du Conseil

À sa 42^e séance plénière, le 14 juillet 2014, le Conseil économique et social a décidé, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2013/223 du 18 juillet 2013, de retirer immédiatement le statut consultatif aux 129¹² organisations non gouvernementales énumérées ci-après, et prié le Secrétariat d'en aviser les intéressées.

Académie internationale d'astronautique
 Action pour le développement de l'agriculture et de la pêche avec protection
 environnementale de Likende
 Actions on Gender, Citizenship and Development
 Admiral Family Circle Islamic Community
 Advisory Network for African Information Society
 African Institute for Democracy
 African Youth Network for Sustainable Development
 Agudas Israel World Organization
 Ahmedabad Women's Action Group
 All About Social, Educational, Rights Foundation
 Alliance for Marriage
 American Society for Training and Development
 Annai Educational Society
 Asociación Internacional de Presupuesto Público
 Assemblée parlementaire de la Francophonie
 Association algérienne pour la planification familiale

¹² Le Comité a recommandé de retirer l'organisation non gouvernementale Relief International de la liste des organisations dont le statut consultatif serait retiré et de reporter à sa session ordinaire, en janvier 2015, l'examen du rapport quadriennal de cette organisation pour la période 2008-2011, en vue de recommander au Conseil de rétablir par la suite le statut consultatif de Relief International.

Association Cœur africain
Association femme et développement
Association for Sustainable Community Development
Association François-Xavier Bagnoud
Association internationale des avocats de la défense
Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille
Association nationale de volontariat « Touiza »
Association of Organizations for Social and Educational Assistance
Association Tunisie-Méditerranée pour le développement durable
Association tunisienne de lutte contre les MST/sida
Association tunisienne de prévention de toxicomanie
Association tunisienne des auberges et tourisme de jeunes
Association tunisienne des femmes démocratiques
Association VERSeau Développement
Avocats sans frontières (France)
Catholic Daughters of the Americas
Center for Development Services
Center for International Rehabilitation
Center for Victims of Torture
Centre béninois pour le développement des initiatives à la base
Centre for the Study of Administration of Relief
Centro de Información y Educación para la Prevención del Abuso de Drogas
Charitable Society for Social Welfare
Chernobyl Union International
Child Rights Action Coalition
Chilean Corporation for Children Youth Rights
Chintan Environmental Research and Action Group
Citizens' Movement for Environmental Justice
Collectif des organisations des jeunes solidaires du Congo – Kinshasa
Colonie des pionniers de développement
Comité de Apoyo a los Trabajadores Agrícolas
Comité national d'entraide de la jeunesse et de l'enfance
Computer Professionals for Social Responsibility
Dogal Hayati Koruma Dernegi: Society for the Protection of Nature
DrugScope
Earthcorps
Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal
Fédération internationale d'astronautique
Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie
Federation of Balkan Turks and Associations for Emigrees
Forest Alliance of British Columbia
Foundation for Human Rights Initiative
Foundation Partners for Local Development
Fundación « 8 de Marzo » para la Promoción de Mujeres y Jóvenes
Fundación Guayasamín
Fundación Huancavilca
Fundación Proyecto de Paz Mundial
Geriatrics Care Foundation of Pakistan
Global Fund for Children
Gorakhpur Environmental Action Group

Green Front of Iran
Health for Humanity
Hudson Institute
India Vision Foundation
Iniciativa Ciudadana ¡Basta Ya!
Institute for Environment and Development Studies (Friends of the Earth
Bangladesh)
International Centre for Study and Development
International Children's Dream Foundation
International Council of Prison Medical Services
International Rural Housing Association
ISIS International (Chile)
Islamic Centre England
Ittijah : Union of Arab Community Based Associations
Jigyansu Tribal Research Centre
Junior Achievement Worldwide
Kenya Medical Women's Association
Knights of the Southern Cross (Australia)
Latin American Iron and Steel Institute
Lay Movement for Latin America
Learning and Development – Kenya
Life Institute
Ligue burundaise des droits de l'homme
Ligue pour l'éducation de la femme et de l'enfant
Lokmanya Public Charitable Trust
Morality in Media
National Association of University Women of Romania
National Coalition for Haitian Rights
National Women's Studies Association
Network of Human Development
NRO Frauenforum Entwicklungspolitisches Netzwerk
ODHIKAR
One World International
Organisation pour la promotion et la protection des droits de la femme
et de l'enfant au Burundi
Peaceways: Young General Assembly
Physicians for Peace
Radin Institute for Family Health Education and Promotion
Reach the Children
Rehabilitation and Development Organization for Landless
Rencontres : International Association of French-speaking Anglicans
and Episcopalians
Research Institute for Enhancing Women's Lives
Romanian Youth Association for United Nations
Russian Public Movement « For Civil Rights »
Santé de la reproduction pour une maternité sans risque
School of Human Genetics and Population Health
Scouts tunisiens
South-North Development Initiative
Thailand Environment Institute

Together Foundation for Global Unity
Turtle Island Restoration Network
Union of Arab Banks
Union of Kuwaiti Women Associations
Vision mondiale Canada
Voluntary Action Network India
W. Haywood Burns Environmental Education Center
Women Action
Women's Cultural and Social Society
Women's Rights Association against Discrimination
Women's Rights Movement of the Philippines
Women's Shadow Parliament (Kenya)
Women's Solidarity Association of Iran
World Alliance of Reformed Churches
World Confederation of Teachers
World Organization for Education, Science and Development

2014/226

Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2015 du Comité chargé des organisations non gouvernementales

À sa 42^e séance plénière, le 14 juillet 2014, le Conseil économique et social a :

a) Décidé que la session ordinaire de 2015 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendrait du 26 janvier au 3 février et le 13 février et que la reprise de la session aurait lieu du 26 mai au 3 juin et le 12 juin;

b) Approuvé l'ordre du jour provisoire de la session de 2015 du Comité tel qu'il figure ci-après.

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :

- a) Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général et spécial auprès du Conseil dont l'examen a été reporté;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
 6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, s'agissant notamment du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales;
 - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail officieux;
 - c) Questions connexes diverses.
 7. Examen des rapports spéciaux.
 8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
 9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2016 du Comité.
 10. Adoption du rapport du Comité.

2014/227

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2014

À sa 42^e séance plénière, le 14 juillet 2014, le Conseil économique et social a pris acte du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2014 [E/2014/32 (Part II)].

2014/228

Documents examinés par le Conseil économique et social au titre des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

À sa 42^e séance plénière, le 14 juillet 2014, le Conseil économique et social a pris note des documents ci-après :

- a) Rapport du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud sur les travaux de sa dix-huitième session (A/69/39);

b) Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de ses première et deuxième sessions ordinaires et de sa session annuelle de 2013 (E/2013/34/Rev.1);

c) Rapport annuel du Programme alimentaire mondial pour 2013 (E/2014/14);

d) Rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial sur les travaux des première et deuxième sessions ordinaires et de la session annuelle de 2013 (E/2014/36);

e) Note du Secrétariat transmettant les rapports du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur ses première et deuxième sessions ordinaires et sa session annuelle de 2013 (E/2014/49);

f) Note du Secrétariat transmettant les rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets sur ses première et deuxième sessions ordinaires et sa session annuelle de 2013 (E/2014/51).

2014/229

Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa vingt-deuxième session

À sa 45^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa vingt-deuxième session¹³.

2014/230

Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-troisième session et ordre du jour provisoire de sa vingt-quatrième session

À sa 45^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a :

a) Pris note du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-troisième session¹⁴;

b) Réaffirmé la décision 21/1 de la Commission en date du 27 avril 2012 et pris note de la décision 22/2 de la Commission en date du 26 avril 2013;

c) Approuvé l'ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session énoncé ci-dessous.

¹³ Documents officiels du Conseil économique et social, 2013, Supplément n^o 10A (E/2013/30/Add.1).

¹⁴ Ibid., Supplément n^o 10 (E/2014/30).

Ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique :
 - a) Travaux du groupe de travail chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
 - b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale;
 - c) Méthodes de travail de la Commission.
4. Débat thématique sur la suite donnée au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
5. Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale :
 - a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des protocoles s'y rapportant;
 - b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
 - c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme;
 - d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale;
 - e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances.
6. Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.
7. Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale.
8. Suite donnée au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
9. Ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de la Commission.
10. Autres questions.

11. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-quatrième session.

2014/231

Nomination de membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

À sa 45^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a décidé de donner son aval à la reconduction dans ses fonctions de Stuart Page (Australie) et à la nomination de Carlos Castresana (Espagne), Mohammed Hanzab (Qatar) et Joel Antonio Hernández García (Mexique) au Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.

2014/232

Rapport du Conseil de direction sur les principales activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

À sa 45^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a pris note du Rapport du Conseil de direction sur les principales activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/2014/85).

2014/233

Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa cinquante-sixième session

À sa 45^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa cinquante-sixième session¹⁵.

2014/234

Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa cinquante-septième session et ordre du jour provisoire de sa cinquante-huitième session

À sa 45^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a :

- a) Pris note du rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa cinquante-septième session¹⁶;
- b) Pris note également de la décision 55/1 de la Commission en date du 7 décembre 2012;

¹⁵ Ibid., *Supplément n° 8A* (E/2013/28/Add.1).

¹⁶ Ibid., *Supplément n° 8* (E/2014/28).

c) Pris note en outre des paragraphes 6 et 7 de la résolution 57/5 de la Commission en date du 21 mars 2014, où celle-ci a décidé de présenter, pour examen par l'Assemblée générale, des propositions concernant toutes les questions d'organisation, y compris l'ordre du jour, les dates, les questions de fond devant être couvertes, les conclusions et d'autres questions touchant aux bons préparatifs de la session extraordinaire, et où elle a également décidé, en vue de la session extraordinaire, de tenir des réunions formelles après sa cinquante-septième session, dont deux immédiatement avant la reprise de sa cinquante-septième session, en décembre 2014, de consacrer huit séances au cours de sa cinquante-huitième session, prévue pour mars 2015, aux préparatifs de la session extraordinaire et de tenir des réunions entre les sessions en vue de préparer les réunions formelles;

d) Approuvé l'ordre du jour provisoire de la cinquante-huitième session énoncé ci-dessous :

Ordre du jour provisoire de la cinquante-huitième session de la Commission des stupéfiants

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

Débat consacré aux activités opérationnelles

3. Directives de politique générale pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et renforcement du programme contre la drogue ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique :
 - a) Activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et directives de politique générale;
 - b) Rôle de la Commission en sa qualité d'organe directeur du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime :
 - i) Renforcement du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
 - ii) Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique.

Débat consacré aux questions normatives

4. Tables rondes : Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue :
 - a) Réduction de la demande et mesures connexes;
 - b) Réduction de l'offre et mesures connexes;
 - c) Lutte contre le blanchiment d'argent et promotion de la coopération judiciaire pour renforcer la coopération internationale.

5. Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue : suite donnée à l'examen de haut niveau auquel procédera la Commission des stupéfiants en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue qui se tiendra en 2016 :
 - a) Réduction de la demande et mesures connexes;
 - b) Réduction de l'offre et mesures connexes;
 - c) Lutte contre le blanchiment d'argent et promotion de la coopération judiciaire pour renforcer la coopération internationale.
6. Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues :
 - a) Examen de substances en vue d'éventuelles recommandations d'inscription aux tableaux des conventions : difficultés à résoudre et travaux futurs de la Commission des stupéfiants et de l'Organisation mondiale de la Santé;
 - b) Modifications du champ d'application du contrôle des substances;
 - c) Organe international de contrôle des stupéfiants;
 - d) Coopération internationale visant à assurer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement;
 - e) Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues.
7. Situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues et recommandations des organes subsidiaires de la Commission.

Débat spécial

8. Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue prévue pour 2016¹⁷.
9. Ordre du jour provisoire de la cinquante-neuvième session de la Commission.
10. Questions diverses.
11. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-huitième session.

¹⁷ L'ordre du jour et le programme de travail du débat spécial seront déterminés plus en détail ultérieurement.

2014/235**Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants**

À sa 45^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a pris note du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2013¹⁸.

2014/236**Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien**

À sa 45^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (A/69/84-E/2014/75).

2014/237**Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa dix-septième session et ordre du jour provisoire et documentation de sa dix-huitième session**

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a :

- a) Pris note du rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa dix-septième session¹⁹;
- b) Approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la dix-huitième session de la Commission comme indiqué ci-après :
 1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
 2. Progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international.

Documentation

Rapport du Secrétaire général

3. Science et technique au service du développement

Thèmes prioritaires :

- a) Analyse prévisionnelle stratégique et programme de développement pour l'après-2015

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- b) Développement numérique

¹⁸ *Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2013* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.14.XI.1).

¹⁹ *Documents officiels du Conseil économique et social, 2014, Supplément n° 11* (E/2014/31).

Documentation

Rapport du Secrétaire général

4. Présentation des rapports sur les examens des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation.
5. Élection du Président et des autres membres du Bureau de la dix-neuvième session de la Commission.
6. Ordre du jour provisoire et documentation de la dix-neuvième session de la Commission.
7. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa dix-huitième session.

2014/238

Documents examinés par le Conseil économique et social concernant les organes de coordination et projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a pris note des documents ci-après :

- a) Chapitres pertinents du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 (A/69/6);
- b) Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante-quatrième session (A/69/16);
- c) Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2013 (E/2014/69).

2014/239

Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa quarante-septième session et ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a :

- a) Pris note du rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa quarante-septième session²⁰ et décidé de le transmettre à la session extraordinaire que l'Assemblée générale tiendrait au cours de sa soixante-neuvième session afin d'évaluer l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de renouveler le soutien politique en faveur des mesures nécessaires à la pleine réalisation de ses buts;
- b) Approuvé l'ordre du jour provisoire de la quarante-huitième session de la Commission comme énoncé ci-après :

²⁰ Ibid., *Supplément n° 5* (E/2014/25).

Ordre du jour provisoire

1. Élection du Bureau²¹.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

Documentation

Ordre du jour provisoire de la quarante-huitième session de la Commission

Note du Secrétariat sur l'organisation des travaux de la session

Rapport du Bureau de la Commission de la population
et du développement sur ses réunions intersessions

3. Mesures en faveur de la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'intégration des questions de population dans les programmes de développement durable, y compris le programme de développement pour l'après-2015

Rapport du Secrétaire général sur le suivi des programmes de population, portant sur l'intégration des questions de population dans les programmes de développement durable, y compris le programme de développement pour l'après-2015

Rapport du Secrétaire général sur les flux de ressources financières devant faciliter la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

4. Débat général sur l'expérience nationale en matière de population sur le thème « Réaliser l'avenir que nous voulons : intégrer les questions de population dans les programmes de développement durable, y compris le programme de développement pour l'après-2015 ».
5. Débat général sur les liens entre les questions de population et de développement et le thème de l'examen ministériel annuel de 2015.
6. Exécution du programme et futur programme de travail du Secrétariat dans le domaine de la population.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme et le bilan des activités menées dans le domaine de la population en 2014

Note du Secrétaire général sur le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017; sous-programme 5 (Population) du programme 7 (Affaires économiques et sociales)

²¹ Conformément à la décision 2005/213 du Conseil économique et social, la Commission a tenu la première séance de sa quarante-huitième session immédiatement après la clôture de sa quarante-septième session, à seule fin d'élire le nouveau président et les autres membres du Bureau, en application de l'article 15 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

7. Ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session de la Commission.

Documentation

Note du Secrétariat présentant l'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session de la Commission

8. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa quarante-huitième session.

2014/240

Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques sur les travaux de sa vingt-huitième session et dates, lieu et ordre du jour provisoire de sa vingt-neuvième session

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a :

- a) Pris acte du rapport du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques sur les travaux de sa vingt-huitième session (E/2014/78);
- b) Décidé que la vingt-neuvième session du Groupe d'experts se tiendrait à Bangkok du 25 au 29 avril 2016;
- c) Prié le Secrétaire général de fournir au Groupe d'experts à sa vingt-neuvième session l'assistance dont il aurait besoin, y compris l'appui logistique voulu, des services d'interprétation dans les six langues officielles et les autres ressources indispensables pour assurer le bon déroulement de ses travaux;
- d) Approuvé l'ordre du jour provisoire de la vingt-neuvième session figurant ci-dessous :

Ordre du jour provisoire de la vingt-neuvième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques

1. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail provisoire.
2. Rapport du Président.
3. Rapport du secrétariat du Groupe d'experts.
4. Rapports des divisions.
5. Rapport des attachés de liaison et des organisations internationales.
6. Activités relevant de l'Équipe spéciale pour l'Afrique.
7. Mise en œuvre des résolutions et activités relevant du Groupe de travail sur l'évaluation et l'exécution.
8. Activités relevant du Groupe de travail sur les stages de formation à la toponymie.
9. Activités relevant du Groupe de travail sur les fichiers de données toponymiques et les nomenclatures.

10. Activités relevant du Groupe de travail sur la terminologie toponymique.
11. Activités relevant du Groupe de travail sur les systèmes de romanisation.
12. Activités relevant du Groupe de travail sur les noms de pays.
13. Activités relevant du Groupe de travail sur la publicité et le financement.
14. Activités relevant du Groupe de travail sur les exonymes.
15. Activités relevant du Groupe de travail sur la prononciation.
16. Activités relevant du Groupe de travail sur les noms géographiques et le patrimoine culturel.
17. Directives toponymiques à usage international pour éditeurs de cartes et autres éditeurs.
18. Autres questions de toponymie.
19. Préparatifs de la onzième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques.
20. Examen du statut du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.
21. Dates, lieu et ordre du jour provisoire de la trentième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.
22. Adoption du rapport.

2014/241

Amendement au Règlement intérieur du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a décidé d'approuver l'amendement au Règlement intérieur du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques tendant à remplacer l'article 37 par le texte suivant :

« XII. Publicité des séances

Article 37

Les séances du Groupe d'experts et de ses groupes de travail sont publiques, à moins que le groupe intéressé n'en décide autrement. »

2014/242

Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social, rappelant la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 26 novembre 1957, par laquelle l'Assemblée le priait de créer un comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que les résolutions

ultérieures de l'Assemblée par lesquelles la composition du Comité exécutif a été élargie :

a) A pris note des demandes d'élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés figurant dans la lettre datée du 15 mai 2014 adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies²², la note verbale datée du 3 mars 2014 adressée au Secrétaire général par la Mission permanente du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies²³, la note verbale datée du 10 décembre 2013 adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies²⁴ et la lettre datée du 18 février 2014 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies²⁵;

b) A recommandé que l'Assemblée générale se prononce à sa soixante-neuvième session sur la question de l'augmentation du nombre des membres du Comité exécutif, qui passerait de 94 à 98 États.

2014/243

Réunion d'un groupe d'experts internationaux sur le thème « Dialogue sur un protocole facultatif se rapportant à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones »

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a décidé d'autoriser la tenue d'une réunion d'un groupe d'experts internationaux sur le thème « Dialogue sur un protocole facultatif se rapportant à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones », fondé sur l'étude établie à ce sujet (E/C.19/2014/7), l'accent étant mis sur les droits relatifs à la terre, aux territoires et aux ressources, en même temps que sur tous les droits inscrits dans la Déclaration, en particulier le droit à l'autodétermination, à l'auto-administration et à l'autonomie, ainsi que sur les questions soulevées à la treizième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

2014/244

Lieu et dates de la quatorzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a décidé que la quatorzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones se tiendrait au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 20 avril au 1^{er} mai 2015.

²² E/2014/79.

²³ E/2014/48.

²⁴ E/2014/62.

²⁵ E/2014/47.

2014/245**Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones concernant les travaux de sa treizième session et ordre du jour provisoire de sa quatorzième session**

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a :

a) Pris note du rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones concernant les travaux de sa treizième session²⁶;

b) Approuvé l'ordre du jour provisoire de la quatorzième session de l'Instance permanente tel qu'il est exposé ci-après :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Suite donnée aux recommandations de l'Instance permanente concernant les questions suivantes :
 - a) Résultats de la réunion de haut niveau baptisée Conférence mondiale sur les peuples autochtones;
 - b) Programme de développement pour l'après-2015;
 - c) Jeunes, automutilation et suicide.
4. Débat d'une demi-journée consacré à la région du Pacifique.
5. Débat d'une demi-journée consacré à la réunion d'un groupe d'experts internationaux sur le thème « Dialogue sur un protocole facultatif se rapportant à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ».
6. Dialogue général avec les fonds et organismes des Nations Unies.
7. Droits de l'homme :
 - a) Application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;
 - b) Dialogue avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et le Président du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones.
8. Travaux futurs de l'Instance permanente, notamment sur les questions intéressant le Conseil économique et social et sur les nouveaux problèmes.
9. Projet d'ordre du jour de la quinzième session de l'Instance permanente.
10. Adoption du rapport de l'Instance permanente sur les travaux de sa quatorzième session.

²⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, 2014, Supplément n° 23 (E/2014/43).

2014/246

Changement de nom de l'Instance permanente sur les questions autochtones

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a décidé que le changement de nom de l'Instance permanente sur les questions autochtones, qui pourrait s'appeler Instance permanente sur les droits des peuples autochtones, devait être débattu plus avant.

2014/247

Journée de réunion supplémentaire

À sa 46^e séance plénière, le 16 juillet 2014, le Conseil économique et social a décidé qu'une réunion d'un jour serait organisée pour permettre aux membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones d'examiner les méthodes de travail. Cette réunion s'ajouterait aux réunions déjà programmées pour la quatorzième session de l'Instance permanente et ne devrait pas avoir d'incidences budgétaires.

2014/248

Documents examinés par le Conseil économique et social dans le cadre de son débat de haut niveau

À sa 47^e séance plénière, le 25 juillet 2014, sur la proposition de son président (Autriche), le Conseil économique et social a pris note des documents ci-après dans le cadre de son débat de haut niveau :

- a) Rapport du Secrétaire général sur les options concernant la portée et les méthodes d'établissement d'un rapport mondial sur le développement durable (E/2014/87);
- b) Rapport du Secrétaire général sur les tendances et progrès en matière de coopération internationale pour le développement (E/2014/77);
- c) Rapport du Secrétaire général intitulé « Régler les problèmes actuels et ceux qui se profilent à l'horizon pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015 et préserver à l'avenir les acquis du développement (E/2014/61);
- d) Rapport du Secrétaire général sur la gouvernance, l'élaboration de politiques et la planification efficaces pour une urbanisation durable (E/2014/67).

2014/249

Résultats des cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

À sa 47^e séance plénière, le 25 juillet 2014, sur la proposition de son président (Autriche), le Conseil économique et social a pris note des résultats des cinquante-quatrième, cinquante-cinquième et cinquante-sixième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (E/2014/3).